L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Quatrième année
- N° 148 -
Vendredi
12 juin 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Un nouveau continent

Votre courrier

VIEUX

Le n° 142 de "Vendredi" m'inspire des réflexions, avec ce titre, "Vivre jusqu'au bout". J'ai envie de vous dire oui, mais comment, lorsque l'on se trouve dans une institution ? J'ai vécu une expérience de quelques mois. Je cherchais un travail au service de nos aînés, sans aucune autre formation qu'un diplôme de secouriste. J'ai trouvé un poste d'agent de service hospitalier. Le vécu de ces personnes ne peut laisser indifférent. Contre mon gré, j'ai dû, l'an passé, y mettre ma belle-mère. Elle y a terminé sa vie. Bien souvent, je l'ai trouvée nue, attachée sur un fauteuil. On aurait pu, au moins, la vêtir correctement, les chemises boutonnées existent.

Le racisme antivieux existe aussi. Ils sont vieux, laissés pour compte, les gens voient, savent, mais ferment les yeux. Ayant réclamé, la direction m'a menacé de porter plainte pour diffamation. Ce sont des drames sociaux qui restent sans solution, par passivité de tous les responsables.

Je me suis aperçue que cet établissement n'était pas une exception. Les personnes sont maltraitées, rudoyées, le pire est que les directions d'établissement se servent du secret professionnel pour masquer cet état de chose et empêcher le public de connaître la triste vérité.

La DASS, informée, n'a jamais répondu.

Chers camarades, en vue du congrès de Bordeaux, il faut réfléchir sérieusement. Il faut protéger nos aînés, rendre ces institutions plus humaines. Il faut absolument réformer celles-ci, ne plus laisser les surveillants, la hiérarchie, administrer sans aucun contrôle, mais former le personnel pour accompagner les personnes jusqu'au bout, qu'il sache écouter les personnes âgées, surtout celles qui sont dépendantes.

Ce sont des services lourds, les effectifs ne sont pas toujours suffisants, quand ils ne servent pas, en plus, à combler les absences du personnel des services hospitaliers.

Je crois qu'il vaut mieux mourir chez soi, seul, que dans une institution où vous payez un service très cher pour être ignoré, surtout si vous n'avez pas de famille, et mourir en ayant perdu toute votre dignité.

Dans le cadre de la semaine des personnes âgées, les pensionnaires les plus valides ont été invités à venir s'exprimer sur ce thème : que pensez-vous de la solitude ? Une personne a répondu, la voix tremblante, qu'il y a deux sortes de solitude : la vraie solitude et la solitude de l'indifférence.

MICHELLE AFFONSO
Paray-le-Monial (71).

JUSTICE

Le déferlement médiatique né de la mise en cause d'un citoyen devenu ministre appelle une réplique qui, à mon goût, tarde à venir de la part de nos dirigeants.

A quelle période la justice a-t-elle été aussi indépendante que depuis l'avènement de la gauche ?

Dans le meurtre organisé de Jean de Broglie, la justice a-t-elle été indépendante du pouvoir après les déclarations du ministre de l'Intérieur ? Mis en cause par la presse, a-t-il démissionné ?

Dans la disparition surprenante de Robert Boulin, la justice a-t-elle été indépendante ? Des pièces importantes du dossier ont disparu, et personne ne s'est donné la peine de savoir qui les avait fait disparaître. Drôle d'indépendance, drôle de justice, drôle de presse.

Dans l'affaire Michel Droit, y a-t-il eu indépendance de la justice ?

Et dans celle de Chalandon, alors ministre de la Justice compromis dans la carambouille des frères Chaumet, l'indépendance de la justice s'est-elle manifestée ailleurs que dans le bureau du ministre en exercice ? Par la suite, a-t-il démissionné ?

Alors, le ministre de la Ville en exercice, contre qui rien d'officiel n'était formulé, n'aurait pas eu le droit de consulter un haut fonctionnaire parce que cela défrise ces messieurs de l'opposition ?

Jusqu'à preuve du contraire, un ministre a le droit de consulter qui il souhaite, quand il veut. C'est même un devoir.

On aurait aimé que les entraves à l'exercice de la justice soient de la même eau dans les affaires qui touchaient le pouvoir lorsque messieurs de Gaulle, Pompidou, et Giscard d'Estaing dirigeaient les affaires de la France.

Où est l'indépendance de la justice dans les affaires Bousquet, Papon, Touvier et ses complices, qui l'ont soustrait à la justice depuis des décennies ?

Qu'on le veuille ou non, la justice est une justice de classe, et depuis toujours. Sa lenteur coupable ne profite qu'aux puissants.

Quant au secret de l'instruction, il est affligeant de voir combien il est chaque jour allègrement bafoué.

F. ABADIA
Maisons-Alfort (94).

IDEES

Ma motivation principale est celle du croyant, avec une foi très grande, donc exigeante, très éloignée du conservatisme officiel et hiérarchisé de Jean-Paul II, de Mgr Lustiger, de Mgr Decourtray, du père Di Falco...

Dans cette époque de chômage, la solidarité effective avec des proches en difficulté, dans le cadre d'une famille conçue comme une communauté, même si elle est un peu dispersée géographiquement, met ma foi à l'épreuve des faits.

Je ne sais si une recomposition politique pourra s'opérer entre des socialistes européens, des écologistes ouverts et des centristes. En tous cas, je suis viscéralement antiraciste et antifasciste, et je souhaite que des combats puissent toujours s'engager contre une vision trop nationaliste, étatique et productiviste de la société. J'ai rencontré des hommes véritables, au fond de la mine, chez les gueules noires du Pas-de-Calais. Et, dans tous les emplois que j'ai pu occuper dans ma carrière de salarié, j'ai pu constater que la solidarité était pratiquement exclue de la vie de l'entreprise, production, rentabilité, compétition obligeant. Aussi, quand on parlera écologie, il faudra toujours faire un effort pour intégrer suffisamment de solidarité pour tenter d'éviter que la machine ne se grippe ou ne se mette à avoir des ratés.

Comment concilier la coopération et la solidarité avec "l'idéologie du chef", "le pouvoir ne se demande pas, il se prend" ? Vaste programme...

Si la politique m'intéresse, c'est en tant que citoyen. Je m'informe juste assez pour comprendre ce qui se passe et pouvoir témoigner qu'il y a quelque chose à faire si l'on veut que la démocratie l'emporte sur le nationalisme fascisant de Le Pen.

ROBERT DAMBRINE
L'Hay-les-Roses (94).

CHOMAGE

Trois millions de chômeurs, cela fait, au bas mot 12 millions d'hommes , de femmes et d'enfants, et souvent des grands-parents dans la gêne et parfois dans le désespoir.

J'ai 71 ans, une retraite correcte d'enseignant de lycée technique. Je suis inquiet de mourir -non pas que je craigne la mort, je l'ai vue de face en d'autres temps- de voir disparaître avec moi la moitié de ma retraite. Sans elle, je me demande ce que deviendront mes enfants (45 ans) sans travail régulier et mes deux petites-filles (18 et 13 ans), toutes deux scolarisées. Je cite mon cas, je le connais, mais en regardant la masse des revenus modestes des grands-parents dans ce cas, il y a foule.

Messieurs, cessez de vous incliner devant le chantage du grand patronat. "Supprimez l'autorisation préalable de licenciement, nous créerons 400.000 emplois." Qu'en a-t-il été ?

Parlons du financement de la Sécurité sociale. Trois millions de cotisants en moins, des charges patronales exonérées partiellement, financement des stages, etc. L'argent rentre moins, il faut donc puiser dans l'impôt ou majorer les cotisations ouvrières, souvent les deux !

Arrêtons de puiser dans le salaire (côté ouvrier et côté patronal), reportons le prélèvement sur le résultat du travail. Le nombre des salariés diminue alors que la production augmente. Je sais, cela paraît simpliste à nos grands gestionnaires, mais c'est tellement évident ! La rigueur de la gestion, c'est bien, mais j'ai l'impression que, pour réussir financièrement, on écrase le quart de la nation.

Le crédit d'impôt ou l'avoir fiscal impliquent d'augmenter l'impôt sur le revenu de ceux qui assurent la survie de leur famille et qui payent en totalité, ne pouvant avoir d'argent placé dans un portefeuille en Bourse. Il paraît que c'est pour inciter l'investissement ! Je ne veux pas croire en la naïveté de nos gouvernants.

On parle de délinquants, il faut considérer les accidentels, ceux que la vie écrase, et les professionnels. Pour ces derniers, seule la répression est valable, mais, pour les autres, partageons le travail, donnons des salaires corrects et tout rentrera dans l'ordre.

ANDRE JAUMOT
Agde (34).

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip,Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CRÉDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; Mendes / Cham / Sipa-press (pp. 3 et 6) ; M. de Dunkerque (p. 9) ; Aluminium Dunkerque / Marine photo (p. 12) ;R. Courtin / Rhône Poulenc (p. 13) ; Hornbak-Christensen / Sipa-press (p. 14) ; Klocek / Sipa-press (p. 15) ; S. Franklin / Sygma (p. 17) ; D.R. (p. 22) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE

4 *L'opposition en crise*
5 • *Les écologistes en voie d'hybridation*
• *Ode à l'Europe*

SOCIETE

6 • *Une seule Terre pour nous tous*
• *Initiatives de la France pour l'environnement*
7 *Christian Pierret*
8 • *Villes, le lien entre le Nord et le Sud*
• *Rio, capitale de l'environnement*
9 • *FCPE, le redressement ?*
• *Guy Le Néouanic*

11 à 13 **DOSSIER**
L'homme dans l'entreprise
11 *Le travail au futur*
12 *Comment travailler autrement ?*
13 *Changer le travail, c'est possible et c'est rentable*



▲ *Une seule Terre... (p. 6).*



▲ *L'homme dans l'entreprise (p. 11).*



▲ *Serbie : trop tard ? (p. 14).*

INTERNATIONAL

14 • *La première victoire de Maastricht*
• *Serbie : trop tard ?*
15 *La Tchécoslovaquie va-t-elle mourir à 74 ans ?*
16 *L'Afrique et la famine : erreurs politiques ou fatalité ?*

VIE PRATIQUE

18 *Permis à points*

CROQUIS

19 • *Lettre à...*
• *Virgil Tanase*

CULTURE

21 • *Villeurbanne-Eclanova*
• *Télévision*
22 • *Post-scriptum*
• *Cinéma : "Opening night"*

INVITE

23 *Olivier Mongin*

Claude Estier

2 juin Rencontre avec le président sénégalais Abdou Diouf en visite d'Etat à Paris. Il me dit son inquiétude que les pays de la Communauté européenne se détournent de l'Afrique au profit des nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est où ils espèrent investir de manière plus rentable. Il ajoute pourtant qu'il a été rassuré par ce que lui a dit la veille François Mitterrand, à savoir que la France n'entendait pas réduire son aide aux pays africains et qu'elle ferait même un effort particulier pour encourager ceux qui ont démocratisé leurs politiques et leurs institutions, ce qui est le cas du Sénégal. Le président Diouf ne cache pas les graves difficultés économiques et sociales que connaît son pays mais, dans un grand sourire, il me convie à venir voir à Dakar les résultats du travail accompli.

4 juin Alain Peyrefitte qui a, curieusement, "oublié" l'autre jour de voter la motion de censure, disserte, dans "Le Figaro", à propos du référendum danois, sur "le décalage entre la classe politique et les citoyens". Il cite, à l'appui, un autre référendum par lequel, en 1981, les Suisses infligèrent une défaite à leurs dirigeants à propos d'un texte sur les droits des travailleurs étrangers. Dommage que la mémoire de l'éditorialiste académicien s'arrête là. En remontant un peu plus loin dans le temps, il aurait pu rappeler qu'en 1969, De Gaulle lui-même fut désavoué par une majorité de Français à propos de la suppression du Sénat !

7 juin La partition de la Tchécoslovaquie est-elle aussi inévitable que semblent le croire la plupart des commentateurs au vu des résultats contradictoires des élections en Bohême-Moravie et en Slovaquie ? En dépit de la poussée nationaliste slovaque qu'il a habilement épousée, il n'est pas certain que Vladimir Meciar, que l'on dit pragmatique, veuille courir l'aventure que serait une totale séparation d'avec Prague. Quant à l'autre homme fort, Vaclav Klaus, chargé de former le nouveau gouvernement fédéral, il fera tout pour éviter l'éclatement d'une fédération qu'il voudrait conduire au rythme de ses réformes ultralibérales.
Tout va se jouer, en fait, lors de l'élection présidentielle, le 3 juillet : ou bien le président Vaclav Havel, dont les plus proches amis viennent d'être éliminés de la scène politique, obtiendra le soutien conjugué de Meciar et de Klaus pour un nouveau mandat, ou bien, comme il l'a déjà annoncé, il se retirera et, moins de trois ans après la Révolution de velours, la Tchécoslovaquie entrera à son tour dans une ère d'instabilité.

9 juin Paradoxalement, le "non" d'une légère majorité de Danois au traité de Maastricht vient d'apporter la preuve que l'Europe existe puisque ce qui se passe dans un des pays de la Communauté, fût-il l'un des plus petits, retentit immédiatement dans les autres. Je ne parle pas de l'amour soudain que les communistes ou Charles Pasqua éprouvent pour le Danemark, ce dernier, qui milite en France contre le droit de vote des citoyens communautaires oubliant, d'ailleurs, qu'à Copenhague, tous les étrangers peuvent voter aux élections locales !
L'important est que les onze partenaires aient aussitôt confirmé la validité du traité et qu'en France les partisans de la poursuite de la construction européenne aient décidé de serrer les rangs pour aboutir à l'automne à une ratification massive par la voie du référendum choisie avec raison par le président de la République malgré les risques inhérents à ce genre de consultation. Tout cela ne plaît pas au RPR où Jacques Chirac, de plus en plus incapable de définir une stratégie claire, chausse les bottes de Pasqua et de Séguin et devient ainsi le vrai diviseur de l'opposition. ◆

l'opposition en crise

Le référendum sur la ratification du traité de l'Union européenne, qui devrait être organisé à la rentrée, fait éclater l'opposition. La recomposition du paysage politique revient à l'ordre du jour.

"J'exige un référendum", avait déclaré Jacques Chirac a propos du traité de Maastricht, à la veille du débat sur la révision constitutionnelle à l'Assemblée. Aujourd'hui, il l'a. "Sur un sujet pareil, qui suscite déjà tant de passion, n'est-il pas nécessaire que le peuple se prononce ? Je le pense", a expliqué François Mitterrand. Du coup, le patron du RPR reste muet. Depuis une semaine, il a bien pris soin de ne faire aucune déclaration. Pris au mot par François Mitterrand, il est interloqué. Pris dans les divisions de son parti, il est coincé.

Le malaise est tel dans les rangs des "compagnons" que le RPR ne se prononcera sur le référendum... qu'au mois de septembre. Un délai de réflexion qui risque d'alimenter et de prolonger les déchirements de l'opposition. Car le débat sur Maastricht vient de plonger la droite dans une des plus graves crises qu'elle ait connue. Il s'agit d'une question de fond et non d'un énième épisode de la sempiternelle rivalité Giscard-Chirac. L'Europe a toujours constitué une profonde pomme de discorde entre le RPR et l'UDF. A neuf mois des législatives, elle fait exploser une union de l'opposition à laquelle l'UPF travaillait laborieusement depuis 1988.

SOMBRES AUSPICES

L'UDF, trouvant enfin identité et unité, fera campagne pour le "oui" au référendum alors que le RPR se divisera certainement entre l'abstention et le "non". En effet, si le présidentiable Chirac ne peut pas prendre le risque d'apparaître ouvertement anti-européen et évite donc de se prononcer, il y a gros à parier que Philippe Séguin et Charles Pasqua, qui recueillent un écho très favorable au sein d'un RPR plutôt anti-européen dans son tréfonds, aillent jusqu'au bout de leur engagement contre Maastricht et fassent campagne pour le "non". Il semble donc bien que le RPR soit appelé à éclater. L'avenir présidentiel de Chirac se présente donc sous de très sombres auspices.

En outre, comment imaginer que, dans l'hypothèse d'une victoire de la droite aux législatives, le RPR et l'UDF puissent gouverner ensemble alors qu'ils affichent des désaccords flagrants sur un sujet aussi capital que l'Europe ? Déjà, comment expliquer clairement à l'opinion que, trois jours après le vote d'une motion de censure sur l'agriculture, les mêmes refusent de s'entendre sur un thème encore plus essentiel ? Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, constate : "La division, que j'ai regrettée, est venue du RPR, par ses hésitations et par son abstention sur le projet de réforme constitutionnelle, alors que nous avions élaboré en commun des amendements qui ont été accpetés. Je souhaite, personnellement, que le RPR appelle à voter "oui" mais ce n'est pas l'UDF qui a changé de vision de l'Europe." C'est pourquoi l'UDF ne plie pas devant les injonctions et les ultimatums des chiraquiens.

Au Sénat, cette semaine, Pasqua a eu beau camper sur une ligne dure, giscardiens et centristes sont restés favorables à la révision constitutionnelle. Quant à la "mise en garde" du RPR demandant à l'UDF de renoncer à participer aux réunions du Mouvement européen avec des socialistes, elle s'est révélée d'une splendide inefficacité. Même si Yves Galland, président du Parti radical, est venu prêter main forte à Chirac : "C'est une fausse bonne idée que ce partenariat bizarre entre l'opposition et le Parti socialiste pour aller défendre les accords de Maastricht." Selon les chiraquiens, les réunions du Mouvement européen auraient pour conséquence de modifier le sens du référendum "en lui donnant pour résultat d'approuver l'action de M. Mitterrand." La ficelle est



LES MARDIS DU PROGRAMME

■ LE SERVICE PUBLIC ■

Dans le cadre de la préparation de son contrat-programme, le PS organise une soirée-débat consacrée au service public.

Parmi les invités, Michel Delebarre, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives ; Jean Le Garrec, président de la commission des Finances à l'Assemblée ; Jacques Fournier, président de la SNCF ; André Gauron, secrétaire général du groupe des experts du PS ; Jean-Claude Delarue, président de SOS-Environnement ; Michel Charzat, secrétaire national au Programme et Laurent Fabius, premier secrétaire du PS.

Deux thèmes seront abordés : l'Etat et les services publics, l'économie mixte avenir du marché.

16 juin de 19 h à 22 h

hôtel Lutétia, 47 boulevard Raspail, Paris VIe

☎ 45 56 79 42

un peu grosse : à la veille de la campagne électorale pour les législatives, le RPR s'efforce d'apparaître comme l'opposant numéro un. Une manœuvre qui n'est pas du goût de tous ses membres. N'est-ce pas Michel Barnier, président du conseil général de Savoie, qui souhaite que "le RPR fasse passer l'intérêt de la France avant son réflexe d'opposition" ? Autant dire que Chirac et ses amis profitent de Maastricht pour réaliser une opération de politique intérieure. "La capacité du RPR à créer des événements microcosmiques dans le seul but de retarder le moment où il faudra dire "oui" ou "non" à Maastricht est sans limite", estime le socialiste Gérard Fuchs.
Bref, jamais l'opposition ne s'est trouvée dans un tel état de délabrement.

POSITIONS FLOUES

Le débat sur Maastricht va-t-il pour autant favoriser une recomposition du paysage politique ? François Mitterrand et les socialistes voient sans déplaisir l'opposition se débattre dans les difficultés européennes qui ne pourront que relancer la guerre des chefs à droite. Mais pas question pour autant de faire du référendum un plébiscite. Cette consultation du peuple devrait faire émerger une majorité en faveur du "oui" qui rassemblera le Parti socialiste, l'UDF, Génération Ecologie face à un cartel des non (FN, PC, quelques socialistes et des chiraquiens), les positions du RPR et des Verts demeurant encore floues. Mais, en dépit du rapprochement des pro-Maastricht de droite et de gauche, il est encore prématuré d'en déduire que les clivages traditionnels de la vie politique vont s'effacer au profit de nouveaux rapports de force. Jean François-Poncet souligne que les réunions du Mouvement européen ne doivent pas être considérées "comme l'antichambre de je ne sais quelle combinaison politique." Une mise au point qui n'a pas eu l'air de rassurer le RPR...

Jean-Pierre Bedeï

les écologistes en voie d'hybridation ?

Les Verts et Génération Ecologie se parlent.
A la recherche d'un accord programmatique qui pourrait déboucher sur des ententes électorales aux prochaines législatives.
La troisième rencontre est programmée pour le 17 juin.
Mais la question européenne pourrait bien être un obstacle à la réconciliation.

Nécessité fait loi : 7,1 plus 6,8 (résultats de Génération Ecologie et des Verts aux régionales de mars) ne feront probablement pas 14% aux prochaines législatives. Mais il vaut mieux mettre un peu d'ordre dans la famille écologiste pour sauver quelques sièges à ces législatives, où l'implacable logique du scrutin majoritaire laisse peu de chance aux petites formations.
Après s'être traités de noms d'oiseau pendant la campagne électorale, les écologistes s'assoient, tout sourire, autour de la même table. Chacun se justifie : Lalonde a changé, disent les Verts. Il n'est plus l'otage d'un gouvernement et il a radicalisé son discours. Les Verts ont bougé, affirme-t-on à Génération Ecologie, "ils admettent les bienfaits du réformisme. L'action de Brice Lalonde a montré qu'il était possible faire avancer les dossiers sans attendre le grand soir."
Brice Lalonde aurait bien aimé passer tout de suite aux choses sérieuses -la stratégie politique-, mais il s'est plié aux exigences des Verts qui consentaient à examiner avec lui le "quoi, avec qui, comment", mais dans l'ordre, s'il vous plaît. Le fond donc. A l'issue de la seconde réunion, les écologistes n'étaient pas sur la même longueur d'ondes sur des questions comme le nucléaire (militaire et civil) ou sur le vote des étrangers aux élections locales (Les Verts sont pour, Génération Ecologie préfère mettre en avant l'intégration et une naturalisation facilitée). De part et d'autre, on cherche à minorer les divergences.
Mais la question européenne pourrait bien, comme dans d'autres structures, constituer une ligne de partage au sein des écologistes : tout en insistant sur le déficit démocratique de l'Europe ou en faisant des réserves sur son aspect technocratique, Génération Ecologie est "pro-Maastricht", et prête à tout faire pour convaincre les amis de Waechter de dire oui au traité, malgré leurs réticences.
La position officielle des Verts est le oui conditionnel : oui à Maastricht si le conseil européen de Lisbonne (en juin) s'engage à convoquer une nouvelle conférence intergouvernementale pour une Europe sociale et environnementale.
Toutefois, au sein de la tendance "Verts pluriels", considérée comme la plus réformiste, des voix différentes se sont fait

(suite page 6)

Londres, Paris : ode à l'Europe

"Dans un monde d'instabilité, de lutte et d'incertitude, la Communauté européenne est un modèle de paix et de progrès", a déclaré, en français, la reine Elisabeth, lors du dîner offert par François Mitterrand.

De son côté, Roland Dumas a assuré que le traité de Maastricht "demeure intangible" et que la France souhaite voir le Danemark rejoindre les onze autres pays, si possible avant la fin de 1992.
"Si cela n'était pas possible, a déclaré Roland Dumas devant le conseil des ministres, les Onze poursuivraient leur chemin sans perdre l'espoir qu'il arrive plus tard. Cela s'est déjà produit à plusieurs reprises. L'important est que l'Union européenne voie le jour sur la base du traité qui demeure intangible."
Le gouvernement français avait déjà souligné sa volonté de s'en tenir au texte original du traité, après l'annonce de l'intention de Londres de proposer un nouveau protocole dans le but de limiter les pouvoirs de la Commission européenne.
Déjeunant avec son homologue britannique Douglas Hurd, Roland Dumas a eu un long échange de vues sur la future présidence britannique (juillet-décembre 1992). Douglas Hurd a signalé à notre ministre que le non danois au référendum sur Maastricht avait "d'une certaine façon relancé le débat en Grande-Bretagne". Il a exposé sa réflexion sur la future présidence britannique, soulignant que, "parmi d'autres idées, a été évoquée celle d'une évolution éventuelle du principe de subsidiarité". Les Anglais semblent, en effet chercher un compromis pour sortir du trouble né de la réponse des Danois. Cette proposition pourrait être dévoilée au sommet de Lisbonne, les 26 et 27 juin.
Toutefois, il n'existe pas, pour le moment, de proposition formelle de la part de la Grande-Bretagne. "Pour l'instant, les Britanniques s'en tiennent très strictement à la mise en œuvre de la décision" prise, la semaine dernière à Oslo, par les ministres des affaires étrangères de la CE, qui vise à "poursuivre la ratification selon le calendrier arrêté et sur la base d'un texte inchangé", a assuré, le responsable du Foreign Office à Roland Dumas.
Une attitude qui s'apparente tout à fait à celle de la France et des autres partenaires, selon les responsables français.

L'éditorial de Laurent Fabius se trouve en page 3 du supplément "Arguments" joint à ce numéro.

entendre : non au traité de Maastricht qui promeut une Europe trop libérale, trop productiviste, disait Dominique Voynet, l'une des quatre porte-parole des Verts, oui à une Europe plus démocratique donnant un rôle important aux régions et aux citoyens. La question est à l'ordre du jour du CNIR (Conseil national interrégional) des Verts, les 13 et 14 juin, et la poursuite des négociations dépendra donc de la réaction de la base verte.

"S'il n'y a pas accord sur le fond avec Génération Ecologie, on s'arrêtera là", affirme Eugène Tête, un proche de Waechter. Il est des Verts plus impatients et plus prompts aux concessions. Ainsi, Jean-Luc Benhamias, conseiller régional en Seine-Saint-Denis et "Verts pluriels", ne "craint pas de mettre la charrue avant les bœufs" et propose que soit présenté un seul candidat écologiste dans les treize circonscriptions du département aux prochaines législatives.

"Si on ne parvient pas à un accord, il y aura un éclatement des Verts, prédit Jean-Jacques Porchez, responsable des questions électorales à Génération Ecologie. C'est une question de réalisme." Jusqu'où ira la réconciliation ? Un rapprochement des structures n'est pas à l'ordre du jour et une partie des Verts pourrait craindre de perdre son âme, dans le sillage d'un Brice Lalonde qui veut une recomposition de la scène politique française, qu'il voit en "bleu-rose-vert" : "Une alliance allant des libéraux sociaux aux socialistes libéraux, en passant par les écologistes réalistes." Le bleu étant la couleur de l'Europe. Un oui à l'Europe, de la part des Verts, apparaît un préalable à tout rapprochement.

Maryline Trassard

une seule Terre pour

"L'univers entier est notre maison commune", a lancé Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations Unies, en ouvrant solennellement Rio-92, la semaine dernière. Or, 75% des décès mondiaux sont dus à l'environnement et c'est la pauvreté qui en est la cause, selon l'OMS. La manifestation de Rio était à l'image des peuples de la Terre, colorée, contrastée, tentaculaire et impatiente.

En pleine ville, 6.000 organisations non-gouvernementales, 15.000 personnes, réunies sous le drapeau de "Forum global" dans une ambiance très soixante-huitarde, mangeant macro, faisant se succéder fêtes et concerts en tout genre. Cet immense happening de deux kilomètres a reçu la visite de tous les responsables gouvernementaux et onusiens pour dialoguer dans un espace convivial.

A Rio Centro, à vingt-cinq kilomètres au sud, les discussions étaient plus feutrées, éclatées en diverses enceintes. De quoi donner le tournis à celui qui, dûment badgé et contrôlé par les gardes américains de l'ONU, espérait tout suivre, communication, santé, régions, démographie, sécurité, énergie, éducation... Parmi les vedettes françaises, outre le superbe et culturel Cargo 92 de la ville de Nantes, une mention doit être faite à Ségolène Royal, très attendue et très écoutée. "Nous devons mettre en cause notre mode de vie excessif, revenir peut-être à une certaine frugalité, sinon nous condamnerons les plus pauvres", a-t-elle assuré, alors que les Américains laissaient entendre, de leur côté, que "l'écologie était passée de mode au profit du productivisme".

Devant le forum des personnalités, Michel Rocard qualifiait les crimes contre l'environnement "de crimes contre l'humanité". Il envisageait la création d'une "autorité mondiale de l'environnement" rattachée aux Nations Unies, qui aurait pouvoir de sanctions, et des ressources issues d'un "impôt mondial sur la consommation d'énergie".



nous tous

Attendu à la fin de la semaine, François Mitterrand devrait faire des propositions constructives et audacieuses comme la constitution d'un parc protégé sur la forêt guyanaise, la préparation d'une taxe sur le CO2 et, surtout, de nouvelles annulations de la dette du tiers monde (35 milliards de F déjà consentis par la France, le plus gros effort mondial). En décembre dernier, à La Villette, préparant avec les ONG le sommet de Rio, François Mitterrand annonçait déjà : "La Terre est malade du sous-développement et du surdéveloppement... Rien ne sera possible tant qu'on ne se sera pas attaqué à la stabilisation des matières premières, ce qui supposerait un tout autre système dans la relation entre le vendeur et l'acheteur et dans l'organisation des grandes places financières qui sont finalement maîtresses des décisions."

Lyne Cohen-Solal

■ INITIATIVES INTERNATIONALES ■ DE LA FRANCE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **FEVRIER 1986** : *conférence internationale sur l'arbre et la forêt (Silva) à Paris.*
- **28 DECEMBRE 1988** : *ratification par la France du protocole de Montréal. La France a réduit de plus de 25% ses émissions de gaz carbonique au cours de la dernière décennie.*
- **11 MARS 1989** : *conférence de La Haye. A l'initiative de la France, de la Norvège et des Pays-Bas, vingt-quatre pays lancent un appel pour la création d'une autorité internationale chargée de veiller à la protection de l'environnement.*
- **13 JUIN 1989** : *colloque sur la planète Terre à Paris, organisé par Hubert Curien et Claude Allègre. Le président de la République lance l'idée d'un observatoire mondial de la planète.*
- **16 JUILLET 1989** : *sommet de l'Arche. Le président de la République fait pour la première fois adopter par les sept pays les plus industrialisés une déclaration sur l'environnement.*
- **1989** : *la France propose, avec l'Australie, de faire de l'Antarctique une réserve naturelle internationale. Moratoire effectif en juin 1991.*
- **JUIN 1990** : *colloque organisé à Paris par Paul Quilès et Hubert Curien sur les données spatiales en faveur de l'environnement. Proposition de créer un centre mondial de diffusion des données spatiales en faveur de l'environnement.*
- **1990** : *création d'un fonds mondial pour l'environnement à l'initiative de l'Allemagne et de la France, qui y contribue à hauteur de 900 millions de F sur trois ans.*
- **17/20 DECEMBRE 1991** : *à l'invitation du président de la République, se tient à Paris la conférence nationale des ONG en vue de la préparation du sommet de Rio.*
- **14/15 MAI 1992** : *conférence inaugurale de l'Observatoire du Sahara et du Sahel à Paris (mise en œuvre d'une proposition de François Mitterrand au sommet de l'Arche).*



Christian Pierret : "La France a trouvé le ton juste"

Le secrétaire national à l'Environnement a vécu le sommet de Rio comme un moment de prise de conscience et d'accélération de la prise en compte des questions d'environnement. Après Rio, rien ne sera plus, selon lui, comme avant.

De retour de Rio, quelles premières leçons pouvez-vous tirer de ce rendez-vous mondial sur l'environnement ?

Christian Pierret. Pour moi, la conférence de Rio a entamé un dialogue mondial sur les préoccupations écologiques, un dialogue essentiel qui se pose encore de façon un peu diffuse et brouillonne. Mais ce dialogue a commencé, c'est là l'important. Je regrette que le commissaire européen ait refusé de se rendre à Rio pour parler au nom de la Communauté européenne. Le Parti socialiste et la France ne peuvent dissocier leurs actions en faveur de notre planète et leurs positions pro-européennes. En ce sens, Rio rejoindrait Maastricht...

La conférence de Rio marque-t-elle pour vous un tournant important ?

Après Rio, les termes des débats sur l'avenir de notre planète se sont transformés, et cette révolution touche trois domaines. Première révolution, méthodologique : la conférence de Rio a introduit le long terme dans les perpectives internationales, elle permet de faire converger les préoccupations des écologistes et celles des économistes, elle introduit dans notre réflexion une approche nouvelle et complémentaire, le coût écologique. Désormais, à côté des coûts de production que nous avons coutume d'évaluer, devront figurer, dans toute prise de décision lourde, l'impact écologique, le coût en matière d'environnement.

La deuxième révolution est d'ordre politique et parle aux socialistes que nous sommes, c'est la revanche de l'économie mixte. Personne n'a pu dire et ne pourra dire que le jeu du libéralisme absolu résoudra seul les questions qui se posent à nous en matière de conservation des ressources de la planète. L'attitude des Américains de poursuivre selon leur modèle montre bien que le président Bush fait de Rio un enjeu électoral, un simple enjeu de politique intérieure. Le rôle des Etats est, pour nous, fondamental, là est la différence d'approche entre la France, l'Europe d'une part et d'autre part les Etats-Unis.

La troisième révolution est économique. Elle montre le rôle à tenir par les entreprises qui ne peuvent être les seules accusées. Elles doivent devenir des partenaires des responsables politiques. La pollution est attribuée aux entreprises pour une grande part, la dépollution doit être aussi de leur responsabilité aussi bien sur le plan technique, économique que financier. Je rappelle que le marché de l'environnement atteint 10 milliards de F par an et que nos entreprises en bénéficient au premier chef.

Quel rôle la France a-t-elle joué ?

L'originalité et la dynamique des positions françaises ont été très bien accueillies, en particulier par les pays en voie de développement. Le discours de notre ministre Ségolène Royal a renoué, avec bonheur, avec la lignée et l'inspiration traditionnelles de la France, celles du discours de Cancun, de François Mitterrand, en 1981. La France a toujours su entretenir des relations fortes avec les pays en développement. Elle a, là encore, trouvé le ton juste pour conjuguer écologie et développement. Comment oublier que les pays développés ne parviendront pas, sans se contraindre, à apporter des solutions aux énormes difficultés auxquelles nous devons faire face?

Les socialistes peuvent-ils aller, en conséquence, plus loin dans leurs propositions ?

Pour nous, Rio n'est qu'un début, le commencement d'un combat qui rejoint celui que nous menons depuis des années pour un meilleur genre de vie. En ce qui concerne le Parti socialiste, nous évitons l'écologie-gadget et faisons trois nouvelles propositions.

Nous allons lancer une campagne d'information et d'action sur les centrales nucléaires de type Tchernobyl. Plusieurs d'entre elles se trouvent toujours en service en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Bulgarie, en Biélorussie, en Ukraine... et sont à bout de souffle. Nous souhaitons attirer l'attention des responsables économiques et politiques sur l'urgence et l'impératif de révision technique de ces centrales. Il faut traiter vite

cette épée de Damoclès nucléaire pour l'Europe.
A l'égard des pays en voie de développement, nous demandons que toute augmentation de l'aide au développement comprenne une aide à l'environnement. Notre aide publique a triplé en dix ans et devrait atteindre la part mythique de 0,7% du PNB demandée par l'ONU. Nous soutenons le gouvernement dans cet effort qui donne à notre pays le premier rang des pays riches qui accepte un tel effort financier. Une part de cette augmentation devrait pouvoir être consacrée aux actions en faveur de l'environnement.
Nous souhaitons, enfin, que la France crée une structure, comparable à celle du médiateur, pour l'environnement qui puisse être saisie par les associations pour des alertes et des réactions rapides. L'ombudsman de l'écologie devrait pouvoir voir le jour lors de la prochaine législature.

villes, le lien entre le Nord et le Sud

En marge des débats médiatiques, la santé qui régresse dans les pays pauvres mais aussi le rôle des villes reconnues comme partenaires de l'action écologique.

Les villes sont aujourd'hui le premier environnement des enfants et des hommes. Déjà, un sur deux vit à la ville et, à la fin de ce siècle, plus de 300 villes compteront un million d'habitants. Les analystes assurent que les deux tiers de ces mégalopoles se situeront dans les pays les moins développés. C'est dire combien les villes tenaient à défendre leur place et leur rôle dans la conférence de Rio.
Y seront-elles parvenues ? D'ores et déjà, il s'est passé quelque chose d'important à Rio. Pour la première fois, en effet, les maires du monde représentés par les différentes organisations internationales de villes -IULA, Metropolis, Sommet des villes et capitales du monde et la Fédération mondiale des cités unies- ont relevé ensemble un double défi.
Ils ont parlé d'une même voix afin de négocier avec les Nations Unies une réelle prise en compte du point de vue des villes sur les enjeux du "développement durable". Ils ont également réussi à faire reconnaître les villes comme des acteurs de l'environnement.
Une première que l'on doit à une patiente et diplomatique préparation de plus de six mois. A Rio, en janvier dernier, au moment où se préparait le sommet de la Terre, ont été posés les jalons d'une déclaration commune. A Curitiba, fin mai, la responsabilité des organisations se concrétise par un texte d'engagement sur les objectifs de l'Agenda 21 et les décisions de la CNUED. Il ne reste plus qu'à expliciter et préciser les formalités de coopération entre l'ONU et les villes.
Cette réunion de deux cents responsables locaux du monde, tenue à Rio, les 1er et 2 juin, sous la présidence du maire, Marcello Alincar, a permis d'entendre les différents partenaires pour enrichir la contribution des responsables des villes à la réunion de la CNUED. Message transmis, dès le lendemain, à Rio Centro, lieu de la conférence internationale, lors du débat "Défi urbain" où les maires de Montréal, Curitiba, Lille, Dakar et Mexico firent entendre la voix et les demandes des villes. Un Comité de Rio devra évaluer les suites de cette conférence.
Si les actions sur la biodiversité, la sauvegarde des forêts, la protection de la couche d'ozone sont de la responsabilité des Etats, d'autres mettent en jeu des autorités plus proches du terrain.
Première donnée, les villes concentrent population et pollution mais aussi richesses et développement. C'est donc dans ce cadre que doivent se mettre en place des actions essentielles : ramassage des déchets, maîtrise des transports, approvisionnement en eau, lutte contre les maladies, diffusion de l'éducation...
Deuxième évidence, les villes sont un lien entre le Nord et le Sud car les difficultés qui y surgissent se ressemblent et, donc, les rassemblent. Déjà, les villes ont su créer entre elles des réseaux d'aide décentralisée qui n'ont pas attendu Rio pour fonctionner. Mais il faut aller plus loin et envisager une banque de données des réalisations et des potentialités d'aide. Montréal pourrait accueillir ce centre mondial d'informations d'un genre nouveau pour les villes.
Troisième exigence, la démocratie. Pierre Mauroy le constatait : "Le combat pour l'environnement ne peut être d'essence technocratique. Il exige la participation des citoyens, leur adhésion et leur participation." Et il plaidait pour un supplément d'autonomie locale : "La démocratie -et son corollaire, la décentralisation- deviennent l'exigence préalable à une grande politique et, plus encore à une grande pratique de l'écologie."
Reste, bien sûr, la lancinante question financière. 125 milliards de dollars, c'est le devis du financement international nécessaire à la mise en application de l'Agenda 21.
Mais ce "fonds vert" verra-t-il le jour ?
La mauvaise volonté américaine à signer les projets de résolution s'explique d'abord par le refus de se trouver parmi les premiers payeurs. Et pourtant, Rio n'était-il pas le lieu de la plus grande solidarité et de la plus grande humilité des riches qui recommandent aux plus pauvres ce qu'ils n'ont pas su s'imposer à eux-mêmes ?

L.C.-S.

■ RIO ■
CAPITALE DE L'ENVIRONNEMENT

Les Nations Unies ont-elles vraiment hésité, comme on le dit, entre Rio et Manaus, pour tenir les grandes assisses de l'écologie ?
Rio, la merveilleuse, Rio, la miséreuse, offre la splendeur de ses plages, de ses rochers, de son soleil et les embouteillages traditionnels de fin de journée mais ne peut, à aucun moment, faire oublier son autre vérité, celle de ses bidonvilles. Aucune autre ville au monde ne sait faire cohabiter ainsi les plus reluisantes richesses et les plus sordides misères sans que les unes effacent les autres.
Car Rio, c'est la violence et l'angoisse diffuses. Pas question de se déplacer à pied, de descendre sur une plage. Le consulat général de France vous remet obligeamment une note préventive : surtout ne jamais résister si l'on est attaqué, garder de l'argent dans une poche pour se libérer de ses agresseurs. Les bruits qui courent dans les réunions font état de bandes de gosses descendus des favellas qui ratissent les plages de Leblon à Leme (plus de dix kilomètres) et dépouillent tout le monde. Depuis le sommet, ces gosses ont disparu, transportés, dit-on. Quant aux escadrons de la mort, payés par des commerçants, continuent-ils leurs assassinats ? "On tue des enfants chez nous", pleurent les Cariocas. L'approche du sommet les aurait, eux aussi, calmés par la force. Mais pour combien de temps ?
La plus grande favella de l'Amérique du Sud, Rocinhas, se trouve à une dizaine de kilomètres à peine de Copacabana. La route qui va à Rio Centro, le lieu de la conférence, ne la traverse pas, non, elle passe dessous par un long tunnel propre et discret. Rio, capitale des inégalités, sait soigner l'environnement de ses invités.

LE NOUVEAU Politis,

Le petit hebdo et le gros mensuel !

● *Politis,* **c'est un hebdo,** tout simple, tout clair, tout percutant, seize à vingt pages chaque jeudi sans tralala-la mode ou tralala-la pub.

● *Politis,* **c'est aussi,** une fois par mois, un très beau et très fort magazine avec des enquêtes, des grands reportages, des récits au long cours, des interviews. Des pages à découvrir, à rêver, à méditer.

● *Politis,* **l'hebdo,** on le trouve dans quelques kiosques pour 15 F. Mais faut chercher un peu. On est libres, donc on est pauvres !

● *Politis,* **le mensuel,** on le trouvera à peu près dans tout les kiosques pour 30 F. On fait un gros effort pour qu'il soit bien en vue !

● **Mais le plus sûr,** pour ne pas manquer *Politis,* l'hebdo et le mensuel, c'est de s'abonner. Comme ça on reçoit les deux - le petit hebdo et le gros mensuel !

Et pour permettre aux lecteurs de ***Vendredi*** *de se faire eux-mêmes leur petite idée, on leur propose un essai pour trois mois :*

9 fois l'hebdo + trois mensuels
200 F tout rond !

Bernard LANGLOIS
Directeur de *Politis*

OFFRE SPECIALE 3 Mois : 200 F
Nom.....
Adresse.....
Politis, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris Tel 46 36 24 24

FCPE : le redressement ?

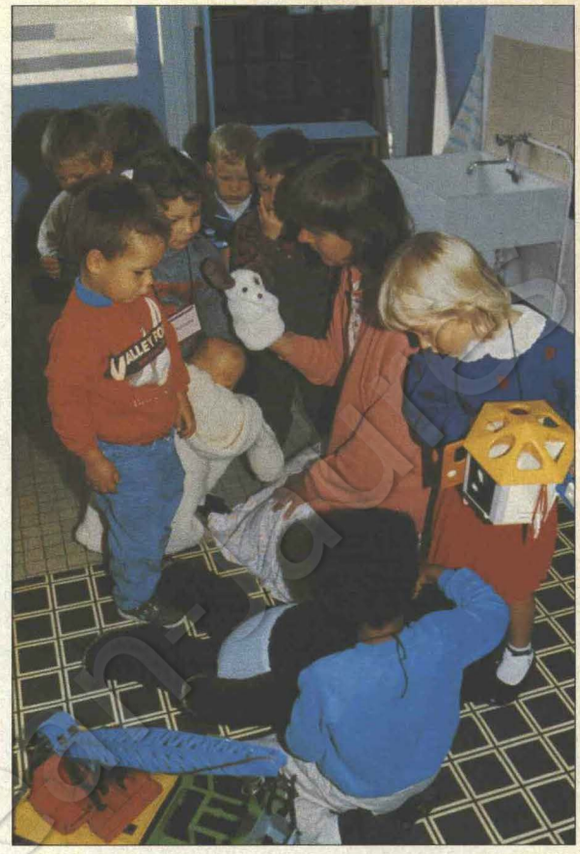
Ancrage à gauche réaffirmé et sérénité retrouvée au 46e congrès de la FCPE qui a élu un nouveau président, Jacques Dufresne.

C'est un universitaire de 42 ans, Jacques Dufresne, professeur à l'Ecole d'ingénieurs de Lille et président du conseil de parents d'élèves du Nord, qui succède Jean-Pierre Mailles, démissionnaire -sa fille entrant dans le supérieur- à la tête de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). Une semaine après que le congrès de sa principale concurrente, la PEEP, eut marqué son repositionnement à droite, la FCPE a, tout au long de ces trois jours, réaffirmé avec force son enracinement à gauche : "Il y a ceux qui sont plus occupés par une troisième option dans les lycées de centre-ville que par le développement social des quartiers", lançait en ouverture Jean-Pierre Mailles. "Une société développée ne peut continuer à laisser insidieusement au bord du chemin un nombre important de jeunes, exclus du système de formation, puis du marché du travail, enfin de la société, insistait encore Jacques Henrard, secrétaire général, rappelant qu'un enfant de cadre a trois plus plus de chances de parvenir au lycée qu'un enfant d'ouvrier et, qu'au cours préparatoire, un élève faible, fils de cadre supérieur, a 63% de chances d'aller au lycée tandis qu'un élève fort, fils d'ouvrier n'en a que 52%." "Non à l'école à deux vitesses", n'ont cessé d'insister les intervenants qui ont insisté sur la nécessité d'accélérer les réformes en cours.

FAIRE PRESSION

Priorité : l'école maternelle pour laquelle la FCPE s'inquiète du "recul de la scolarisation à deux ans". Priorité encore : le collège. "Nous devons faire pression pour que s'engage sa rénovation." Enfin, la laïcité est revenue en leitmotiv dans tous les discours. A l'issue du rapport d'activité, la direction a obtenu 58,82% des suffrages contre 44% l'an dernier.
Harmonie retrouvée ? Si le congrès de Dijon semble marquer un redressement, certains départements -Allier, Seine-Maritime, Hauts-de-Seine, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais en tête-, dénoncent "le suivisme de la fédération à l'égard du gouvernement" : "Cessons d'être les bénis oui-oui du ministère", s'exclamait Mireille Pascuel, de l'Allier.
Reste que, globalement, les conflits semblaient bien apaisés depuis l'an dernier. Y compris les conflits financiers : le gouffre creusé par l'échec de la compagnie d'assurances, FCPE-Solidarité, devrait être comblé plus rapidement que prévu. Grâce, il est vrai, à la MAE (Mutuelle accidents-élèves, proche du Syndicat des instituteurs) dont la FCPE avait précisément voulu s'affranchir...
Fin de la crise ? Pas tout à fait. La FCPE subit de plein fouet l'érosion militante. Bien qu'en tête aux élections avec 1.500.000 voix, elle est passée d'un million d'adhérents en 1980, à 290.000 aujourd'hui.
Pour redresser la barre, la fédération mise sur le retour à ses valeurs d'origine -égalité des chances, gratuité, laïcité- et une combativité renouvelée : "Nous exigeons l'application des réformes, plus de moyens pour l'éducation, mais aussi une meilleure utilisation de ces moyens, concluait Jacques Henrard. Nous demandons un engagement réel des enseignants et des responsables de l'administration. Il faut en finir avec des méthodes de gestion indignes de notre temps où l'usager est souvent floué."

P.J.



Développer la scolarisation en maternelle, une priorité pour la FCPE. ▶

Guy Le Néouanic : "L'avenir du syndicalisme réside dans sa capacité à s'unir"

Le 6 mai, la FEN excluait deux de ses syndicats (1). Le 24 juin, le Syndicat national des instituteurs devrait fonder un nouveau syndicat réunissant les enseignants de la maternelle à la terminale. Nouvelle donne sur fond de recomposition syndicale. Analyse de Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN.

Quarante cinq ans après sa fondation, la FEN vient d'éclater. Pourquoi ?
Guy Le Néouanic. Entre la direction et une partie de ses syndicats, qui ont toujours hésité à se situer dedans ou dehors, les choses s'étaient aggravées. La situation était ambiguë pour tout le monde et dangereuse pour l'avenir même des revendications. On ne peut pas prétendre être dans une organisation et se comporter comme si on en était les pires ennemis. Ce que faisaient le SNES et le SNEP (2).

L'affrontement entre FEN et syndicats exclus ne recouvre-t-il pas deux conceptions différentes du syndicalisme ?
Ce sont ces deux syndicats qui, par leur attitude, ont rompu leur affiliation avec la FEN. Parler d'exclusion, c'est déformer la réalité. Le SNES et le SNEP sont dirigés par des militants de la tendance Unité-action, issue du Parti communiste, qui a toujours prôné une forme de syndicalisme prétendument révolutionnaire, un syndicalisme du refus systématique. Dites-moi un point sur lequel, au cours des dernières années, ils aient été d'accord : jamais sur les négociations salariales, jamais sur les principales réformes en matière d'éducation, rénovation du lycée, de l'Université... même l'Europe. Ils avancent à reculons. Nous préférons un syndicalisme réformiste qui entend, lui, changer les choses progressivement. Ce qui ne nous empêche pas d'être profondément attachés à l'indépendance du syndicalisme.

L'unité ne se serait-elle pas faite, avec moins de douleur, dans quelques années, avec des enseignants désormais formés ensemble dans les IUFM ?
Nous nous battons depuis toujours pour l'égale dignité de tous les enseignants. Nous avons réussi à faire aboutir cette

revendication, issue du congrès de La Rochelle, en 1988. Aujourd'hui, tous les enseignants sont recrutés, formés au même niveau, dans les mêmes lieux. Ils auront désormais le même déroulement de carrière, les mêmes rémunérations. Cette véritable révolution culturelle a été combattue par les syndicats SNES et SNEP qui ne sont plus aujourd'hui affiliés à la FEN. C'est une des causes profondes de la rupture.

La FEN ne risque-t-elle pas d'apparaître comme une organisation d'instituteurs, peu attractive pour les professeurs du second degré ?
Il y aura quelques années difficiles. Nos collègues sont attachés à leur syndicat. C'est normal. Mais je leur dis : ouvrez les yeux, regardez pourquoi nous en sommes arrivés là. Lorsque nous saurons montrer le visage d'une organisation unie et efficace, ils reviendront vers nous.

Ne sous-estimez-vous pas les capacités d'adaptation de vos anciens partenaires, leur aptitude à rallier, notamment, les PEGC (3) actuellement au SNI, et à constituer une fédération concurrente ?
Jusqu'à présent, lorsque ces deux syndicats remportaient un succès, ils s'en félicitaient. Dans le cas contraire, c'était la faute de la fédération. Une attitude un peu facile. Désormais, il faudra qu'ils assument le positif et le négatif. Nous n'aurons pas à changer d'attitude. Eux, si. Les collègues du second degré vont-ils souhaiter rester dans une structure qui ne rassemble que des gens du second degré ou préférer opter pour une qui ira de la maternelle au lycée ?

Que vont devenir les professeurs du technique, affiliés au SNETAA, syndicat FEN, quand le SNI les appelle parallèlement à adhérer au futur syndicat des enseignants ? Seront-ils syndiqués deux fois ou allez-vous exclure le SNETAA ?
Le SNETAA vient de décider de ne plus payer ses cotisations à la FEN. A-t-il choisi de nous quitter ? Quoi qu'il en soit, les profs du technique ne sont pas recrutés ni formés différemment des autres.

Votre souhait d'un syndicalisme enseignant uni n'est-il pas obéré par le refus récent de la CFDT enseignants, le SGEN, d'un rapprochement avec la FEN ?
Il est intéressant qu'existe à la CFDT un débat sur la reconstruction du syndicalisme. Cela démontre qu'il existe partout. Nous sommes partisans de méthodes qui permettent de dégager des positions communes entre toutes les catégories de personnel d'éducation. Sur les grandes réformes du système éducatif, nous avons souvent des analyses convergentes avec le SGEN. Dans de multiples domaines, nous coopérons avec la CFDT.

Cela préfigure-t-il une future recomposition syndicale ?
Nous avions la chance de constituer un pôle syndical digne de l'échelle européenne : FO, la CFDT et nous. Pourquoi



▲ *Guy Le Néouanic.*

n'est-ce pas possible ? Avec FO, nous avons construit la politique contractuelle dans la fonction publique. Aujourd'hui, FO est ailleurs. Marc Blondel est pourtant le secrétaire général de la centrale qui aurait pu jouer un rôle déterminant dans la reconstruction du syndicalisme réformiste en France. Son aveuglement me navre.
Dans cette situation, nous rapprocher de manière structurelle avec la CFDT ne ferait que conforter les blocs. Nous préférons multiplier les actions communes. Je souhaite aussi que nous renforcions nos collaborations avec des organisations autonomes du secteur public comme la FGAF... L'avenir du syndicalisme réside dans sa capacité à s'unir. Nous aspirons plus que jamais à l'unité fondée sur une conception syndicale partagée et reposant sur des valeurs communes.

La France est-elle prête pour ce pôle réformiste ?
Je crois que les travailleurs le sont, l'obstacle, c'est souvent leurs directions syndicales. Trouver des méthodes de débat serein entre les interlocuteurs sociaux est notre objectif permanent. Ne croyons pas que c'est seulement au syndicalisme d'opérer une mutation à cet égard. Le politique a beau affirmer constamment qu'il faut développer le syndicalisme, il fait exactement comme s'il n'existait pas. Un exemple ? Les ministres de l'Education nationale et de l'Intérieur viennent d'annoncer des mesures, positives d'ailleurs, pour la sécurité dans les établissements scolaires. Nous l'avons appris en ouvrant la radio ! Il faut que ça change.

Propos recueillis par P.J.

(1) Le tribunal de grande instance de Paris se prononcera le 24 juin sur la demande en annulation de la décision d'exclusion déposée par les syndicats exclus.

(2) Syndicat national des enseignements du second degré et Syndicat national de l'éducation physique.

(3) Professeurs d'enseignement général des collèges.

BREF... EN BREF... EN

■ LICENCIER ■

LES QUINQUAGENAIRES COUTERA PLUS CHER

Depuis le 10 juin, les entreprises qui licencient un salarié d'au moins 55 ans devront verser six mois de salaire brut à l'Unedic au lieu de trois. Le gouvernement a tapé du poing sur la table.

Voilà au moins un ministre à qui l'on ne pourra pas reprocher de cultiver les effets d'annonce. Martine Aubry a voulu frapper vite et fort. Et ne pas attendre que les partenaires sociaux tombent d'accord sur le sort de l'Unedic pour mettre les patrons devant leurs responsabilités.
On savait qu'elle trouvait trop légers certains plans sociaux accompagnant obligatoirement tout plan important de licenciements. On se souvient de sa polémique avec Jacques Calvet sur l'insuffisance des efforts de reclassement déployés par Peugeot. Mais elle a pris tout le monde de court, mardi, en profitant de la discussion à l'Assemblée sur le RMI pour déposer un amendement qui double la "contribution Delalande", du nom du parlementaire qui avait, déjà en 1988, déposé un amendement pour obliger les entreprises licenciant des salariés d'au moins cinquante-cinq ans à verser à l'Unedic l'équivalent de trois mois de salaire brut. Mais un tiers des employeurs environ ne s'y soumettaient même même pas et, de toute façon, son taux était insuffisant pour les dissuader vraiment de prendre des mesures d'âge pour se débarrasser de leurs salariés aux frais de la collectivité.
Patronat et syndicats ne se faisaient d'ailleurs aucune illusion sur la question. Elle était déjà à l'ordre du jour des discussions qu'ils vont avoir en catastrophe, à partir du 15 juin, sur l'avenir de l'assurance chômage. Car le licenciement des plus de cinquante-cinq ans grève lourdement les comptes de l'Unedic : il représente, selon certains calculs, 25 milliards par an, 28% du total des indemnisations. C'est une charge que ne pouvait plus se permettre une Unedic dont les comptes sont en train de sombrer.
Mais une discussion entre partenaires sociaux, c'est toujours difficile et long. Et les employeurs ont déjà pris leurs précautions : c'est la raison pour laquelle Martine Aubry n'a pas hésité. Ces trois derniers mois, les licenciements de salariés âgés ont augmenté de 18% et tout indiquait -les annonces faites en comité central d'entreprise, les discussions des employeurs avec les pouvoirs publics- que le mouvement était encore en train de s'accélérer. Il fallait très vite arrêter l'hémorragie.
Mais le ministre du Travail a aussi voulu mettre les partenaires sociaux devant leurs responsabilités. Car le doublement de la contribution qu'elle a demandé au Parlement n'est que temporaire : la mesure ne s'applique que jusqu'au 31 juillet. En clair, syndicats et patronat doivent s'être mis d'accord avant pour que leurs propres dispositions contactuelles prennent le relais. Mais, dorénavant, la loi n'aura plus à entériner l'accord. A partir du 1er août, c'est d'un décret gouvernemental, et non plus d'une loi de l'Assemblée, que relèveront les modifications éventuelles du montant de la contribution, de l'âge des salariés concernés et des modulations en fonction de la taille des entreprises.
Les employeurs vont devoir y regarder à deux fois avant de prendre des mesures d'âge.

M.G.

DOSSIER

Le travail au futur

Et si, demain, on s'apercevait que la machine n'est vraiment machine que si l'homme est vraiment homme ? Utopie ? Non. Cette révolution est déjà en marche dans certaines entreprises. Elle ne peut que s'étendre, malgré toutes les réticences.

Elle est toute neuve. L'usine Pechiney, inaugurée le 19 mai à Dunkerque, peut se targuer d'être l'unité d'aluminium la plus productive du monde : le nec plus ultra de la technique. Elle fonctionne en continu, avec cinq équipes de sept à dix personnes, où chacun assure, en même temps que son propre travail, la maintenance, les tâches de sécurité, le contrôle de qualité. Et, par roulement, les tâches de coordination. Le poste de travail a disparu, le nombre de niveaux hiérarchiques est limité à trois. Frederick Taylor doit se retourner dans sa tombe. Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, et surtout pas dans le monde de l'entreprise. Mais, quand on voit plusieurs hirondelles dans le ciel, on se dit que l'hiver est condamné à plus ou moins brève échéance. L'originalité de cette hirondelle-là vient du fait qu'elle se veut le prototype de "l'usine du futur" que le Plan appelle de ses vœux. Tout comme le ministre du Travail. Et ce n'est sûrement pas un hasard si Martine Aubry faisait partie de l'état-major de Pechiney quand elle fut conçue puis construite. Mais d'autres entreprises ont mis en place une organisation du travail fondée sur les mêmes conceptions : Cointreau à Angers, Rhône-Poulenc à Saint-Fons, entre autres.



Tout commence par les machines...

Pendant longtemps, on a cru que l'introduction des nouvelles technologies permettrait, sinon de remplacer complétement l'homme par la machine, du moins d'accélérer la vitesse de production d'un bien. La productivité et la rentabilité y gagnaient. Ce fut un grand pas en avant, qui révolutionna l'entreprise. Il s'est accompagné, aussi, d'assez nombreuses désillusions car ces magnifiques machines tombaient souvent en panne, ce qui diminuait d'autant leur rentabilité.

On s'est aperçu alors que, sur certains points, rien ne remplaçait l'intelligence humaine. Avec les systèmes-experts, on a essayé d'introduire dans les machines le maximum possible de savoir humain et, surtout, la façon dont le cerveau humain fonctionne pour résoudre les difficultés inhabituelles. Ce fut un autre grand pas en avant, mais on s'aperçut encore qu'il n'était pas suffisant. Malgré tout l'argent qu'on y avait investi, la machine qui devait remplacer l'homme appelait l'homme. Pas seulement l'homme qui l'a créée, puis fabriquée, et la répare. Mais aussi, et surtout, l'homme qui la fait fonctionner.

... et finit par l'homme

En d'autres termes, la machine n'est vraiment machine que quand l'homme est vraiment homme. Avec son intelligence, son savoir-faire, son sens des responsabilités et, d'une certaine manière, sa liberté. L'envers du taylorisme pour lequel l'homme, réduit à un simple geste mécanique, est l'esclave de la machine. Pour un pas en avant, c'est un grand pas en avant. Aujourd'hui, et ce sera de plus en plus vrai, l'entreprise la plus compétitive est l'entreprise qui repose sur l'homme. Et qui a repensé toute son organisation en fonction de lui.

Pour l'homme ainsi sollicité, que de bouleversements ! S'offre à lui la possibilité d'être vraiment lui-même dans son travail. Une vraie révolution à laquelle il n'est pas plus préparé que le cadre qui le commandait, le chef d'entreprise qui lui fournissait son travail et le syndicat qui le défendait. Le taylorisme a tellement régné en maître sur la production qu'aujourd'hui où il doit disparaître, on s'aperçoit qu'il est toujours dans les têtes. Et que cette disparition-là est encore plus difficile à programmer qu'un simple changement de machines. Il y faut de la patience. Et une stratégie des petits pas. Qui n'oublie pas que, puisque l'homme est au centre, il doit pouvoir négocier durement sa place. En ce qui concerne sa promotion, ses conditions de travail, son salaire. ■

Dossier préparé par Monique Grima et Chrystie Lipani



A l'usine Pechiney de Dunkerque, nec plus ultra de la technique.

CHEZ COINTREAU : COMMENT TRAVAILLER AUTREMENT

Depuis 100 ans, Cointreau a la même recette : il est toujours fabriqué à partir de la distillation des écorces d'oranges. En revanche, à Angers, l'entreprise Cointreau, elle, a beaucoup changé.

Christian Morineau, son directeur, est catégorique. "Aujourd'hui, une entreprise doit être armée pour affronter les situations difficiles, quelle que soit la crise. Cela n'est possible qu'en travaillant et en s'organisant autrement."

Cointreau (200 personnes) a toujours été une entreprise parternaliste, parfaitement structurée, chacun à son poste. Les avantages sociaux ne manquaient pas et le travail se faisait en toute sérénité. Mais, dans les années 70-80, il a fallu diversifier les produits, investir en matériel pour augmenter la production, et passer de 25 à 45 millions de bouteilles par an. "J'étais convaincu depuis le début qu'un plan de modernisation de l'usine pour augmenter la production devait prendre en compte les aspirations des salariés. Nous avions un outil performant, il fallait que l'organisation et le personnel soient au même niveau", explique Gabriel Bertrant, directeur industriel.

La direction commença par une enquête approfondie auprès des salariés de l'embouteillage, de la maintenance et de l'expédition, malgré le scepticisme des consultants menant l'étude : "Pourquoi intégrer un aspect social dans une usine où tout va bien ?" A travers un cahier des charges, le personnel concerné exprima ses désirs : il souhaitait plus d'autonomie dans le travail, sentait le besoin de communiquer entre les différents secteurs de production, et de faire déterminer la cadence d'une chaîne par toute l'équipe...

Fut alors constituée une commission de coordination des groupes de travail (CCGT), composée de membres désignés par la direction et par le comité d'entreprise, et animée par un cadre, Alain Ray. Trois groupes de travail (avec des volontaires) se formèrent autour de thèmes clefs : l'organisation et le travail (on étudia par exemple, l'aménagement des chaines en "U" afin de rompre l'isolement) ; l'implantation et les équipements (ce groupe réfléchit sur le bruit et la pénibilité) et les aspects humains (y furent abordés les questions liées à la formation). Ces réflexions aboutirent à l'élaboration de projets. Par exemple, l'aménagement d'une salle de repos. Tous les projets convergeaient vers le même axe : de meilleures conditions de vie au travail, l'augmentation de la productivité et de la qualité. Observant une hostilité des cadres à l'égard de ce nouveau mode de fonctionnement, la direction forma un goupe encadrement. Il n'aboutit à rien.

Faciliter l'expression

Ce système favorisa l'expression de chacun et, pourtant, le poids des traditions pesait toujours. Les ouvriers pensaient encore que le "chef sait tout" : "Nous n'étions pas habitués à écouter, à formuler des idées, à échanger des points de vue." Il se forma aussi une barrière entre les salariés impliqués dans le système et les autres. Au bout de deux ans, ce fonctionnement s'essouffla.

Généraliser la démarche

Les syndicats, qui étaient restés dans l'ombre, commencèrent alors à sortir de leur réserve. "Nous redoutions que l'organisation qui se mettait en place serve plus à la productivité qu'aux hommes. Les échanges, les dialogues ne se faisaient plus vraiment", se rappelle Michel Pignon, délégué CFDT. En 1983, une autre structure, composée de la direction et des syndicats, eut pour mission de trouver les moyens de généraliser la démarche amorcée en 1980, d'inciter l'ensemble des salariés à participer au changement. Dans cet élan fut lancée la première équipe semi-autonome d'une ligne d'embouteillage avec du personnel volontaire. "Avant, on nous disait, mets-toi là et fais ceci, précise Yannick. Désormais nous gérons notre travail, nous nous organisons entre nous." "Nous donnons un programme de production à une équipe, confirme Claude Germain, responsable de l'atelier d'embouteillage. Et elle s'organise comme elle l'entend, régle ses temps de pause en fonction du travail. Chaque équipe s'adapte aux besoins." Furent instaurées des primes d'équipe, sous forme de congés principalement.

Le problème de l'encadrement ne fut pas réglé pour autant. "Nous avons essayé de définir le type d'encadrement dont nous avions besoin", ajoute le directeur. "Les cadres n'étaient pas préparés au changement, surenchérit Noël Juin, delégué CGC. Ils se demandaient ce qu'ils deviendraient dans le nouveau système." Certains cadres "hors-projet" quittèrent l'entreprise, d'autres furent mutés.

"Ce fut un des prix à payer, soupire Christian Moriteau. En 1980, nous ne savions pas très bien où nous allions, nous avons fait du surmesure. Coller au marché passait par un management adapté, fondé sur la confiance, une prise de décision au bon niveau. Nous avions des outils : le juste-à-temps, l'autocontrôle. Il fallait une flexibilité des hommes, des organisations, des outils. La production a augmenté de 25 à 45 millions de bouteilles par an, le temps nécessaire pour sortir une bouteille est tombé de 29 secondes à 17, le taux de rebut de 4,61 à 0,06. Dix ans après, nous souhaitons poursuivre en réorganisant notamment les secteurs administratifs."

Les syndicats sont aujourd'hui totalement engagés dans la démarche. Eric Bat, délégué CGT, est clair. "Je m'intéresse davantage à la vie de l'entreprise, à ses besoins, qu'aux orientations de la confédération. L'essentiel, pour chacun, c'est d'être mieux dans son travail." Pour le responsable de la CFDT, "il fallait faire quelque chose pour obtenir des gains de productivité sans faire travailler davantage, mais en travaillant autrement. Sinon, c'était la mort."

Plus personne ne pourrait retravailler comme avant. "On ne peut que continuer à évoluer, estime Christian Morineau, nous devons aussi compter sur le temps." Et laisser du temps au temps.... ■

CHANGER LE TRAVAIL, C'EST POSSIBLE ET C'EST RENTABLE

Michèle Millot et Jean-Pol Roulleau, (Observatoire des relations économiques et sociales), démontrent aux dirigeants d'entreprise que l'on peut concilier aujourd'hui les contraintes de l'entreprise et les besoins du marché, accroître la productivité et, en même temps, répondre aux attentes des hommes.

Les nouvelles organisations du travail ne risquent-t-elles pas d'être plus au service de la productivité qu'au service des hommes ?

Il n'y a pas de contradiction. Au contraire, il y a convergence. Aujourd'hui, pour être plus compétitif, il faut impliquer davantage les salariés. Mais en répondant aux besoins des salariés, on devient productif. Ce n'est pas forcément facile. Mais une révolution est amorcée.

L'entreprise n'est plus le lieu où l'on vient faire des heures, mais celui où l'on peut prendre des initiatives. On y devient citoyen. Antoine Riboux, le Pdg de BSN, le dit souvent : la question n'est pas de savoir s'il faut changer l'organisation du travail, mais d'être le premier à le faire pour pouvoir être le plus performant.

De quoi a-t-on besoin pour mettre en œuvre un certain nombre d'équipements ? De mobiliser les salariés. On passe, en effet, de la civilisation de la peine à la civilisation de la panne. Si une machine s'arrête tous les trois quarts d'heure à la suite d'incidents et qu'il faut une demie-heure pour la remettre en route, l'entreprise y perd. Tout dépend de la personne qui détecte les anomalies : elle est de moins en moins surveillable, c'est son adhésion qui compte et non le fait qu'elle ait un agent de maîtrise derrière elle.

Avec le taylorisme, il y avait ceux qui dirigeaient et ceux qui exécutaient. Aujourd'hui, il y a toujours ceux qui dirigent, mais ils ne seront efficaces que s'ils laissent de l'autonomie à ceux qui exécutent.

Vous dites qu'il n'y a pas de modèle pour changer le travail. Mais existe-t-il une méthodologie ?

A partir du moment où l'objectif est de "faire avec", on ne peut pas mettre en place une organisation qui ne soit pas "penser avec".

Autrement dit, on ne décrète pas la participation ou l'implication, il faut essayer de l'inventer avec ceux qui en seront les premiers acteurs. Pour réussir, il ne faut pas être pressé, mais savoir prendre son temps, aller progressivement. Les entreprises qui ont dit : "à telle date, tout le monde passera dans la nouvelle organisation", ont échoué.

Il faut aussi préparer l'encadrement. D'habitude, il est responsable d'un résultat. Dans ce contexte-là, on lui dit : "Vous êtes toujours responsable d'un résultat, mais vous devez laisser les personnes dont vous avez la charge prendre des initiatives et s'organiser." Autrement dit, on lui maintient sa contrainte en lui enlevant du pouvoir. Il va devenir un multiplicateur d'initiatives.

Le changement du travail ne modifie-t-il pas le dialogue social dans l'entreprise ?

Le syndicalisme a fondé son assise dans l'entreprise sur une situation taylorienne et s'alimentait de ce partage des tâches. A partir du moment où il y a des petits groupes où les gens se parlent et ont un contact direct avec la hiérarchie, un certain nombre d'éléments qui faisaient sa justification traditionnelle disparaissent. Il doit se positionner autrement, et intégrer ces nouvelles formes d'organisation à sa stratégie. S'il ne se modernise pas, il sera marginalisé. Alors qu'il pourrait jouer un rôle de contre-poids face aux grandes options de l'entreprise.

En outre, les difficultés ne disparaissent pas miraculeusement, notamment celles qui concernent la relation entre les équipes, les relations internes à l'équipe. N'y a t-il pas des exclus du système, que fait-on pour eux ? Un système peut faire en sorte que les salariés règlent leurs affaires dans le quotidien sans faire appel aux syndicats. Mais, à terme, sur les grandes options, les salariés ont besoin du syndicalisme.

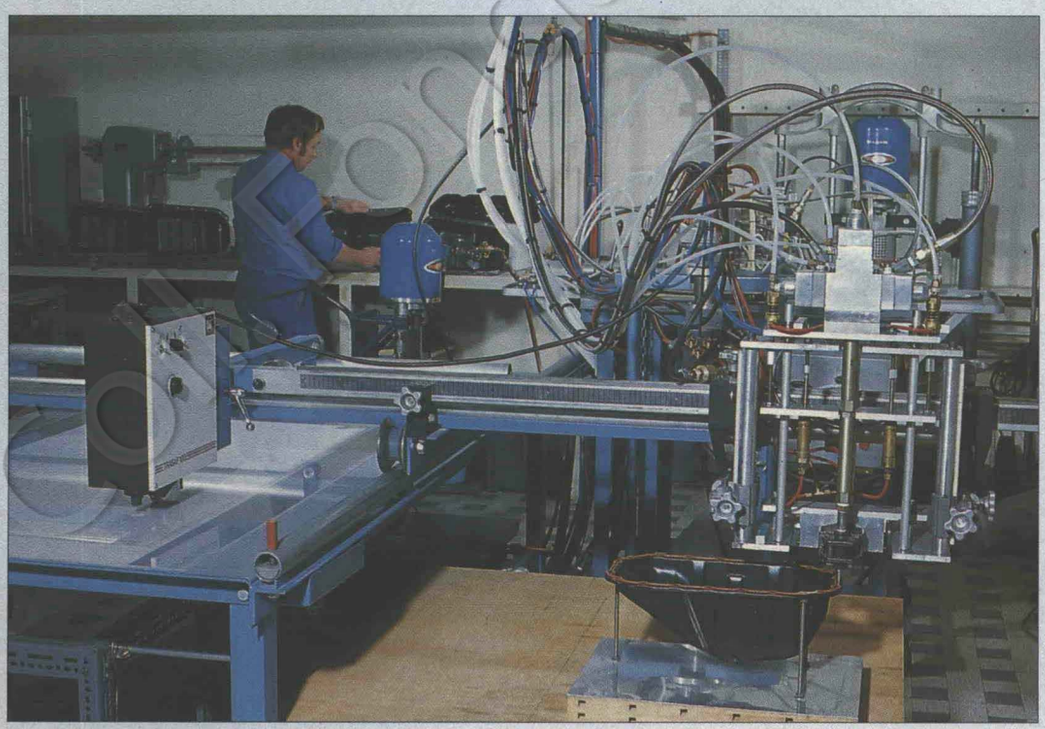
La nouvelle organisation du travail est-elle un des moyens de réduire le chômage ?

Changer le travail, c'est agir sur l'emploi à long terme. Les choses se passent en deux temps.

Le changement du travail est une condition de la compétitivité des entreprises. Elle passe par une compression des coûts et, très souvent, par une de restructuration et une réduction d'effectif. Dans l'ancien système, on avait un homme pour un poste : par exemple, sur une chaîne de six postes, il y avait six hommes dans une équipe. Dans le nouveau système, à la place de ces six hommes, il y en aura quatre : deux de moins donc, une réduction d'effectif et un accroissement du chômage. Mais c'est un détour indispensable, car si on ne fait pas ce "moins deux" à court terme, ce sera "moins six" à long terme.

Le changement du travail est-il un des enjeux de notre société ?

Les hommes peuvent trouver des sources d'épanouissement dans leur travail. Mais celui-ci est alors plus exigeant sur le plan mental. Encore faut-il qu'il y ait aussi une reconnaissance de ce fait. Puisque ce système augmente les compétences des salariés, ils doivent y trouver aussi un avantage financier. Ils donnent plus, ils doivent recevoir plus.

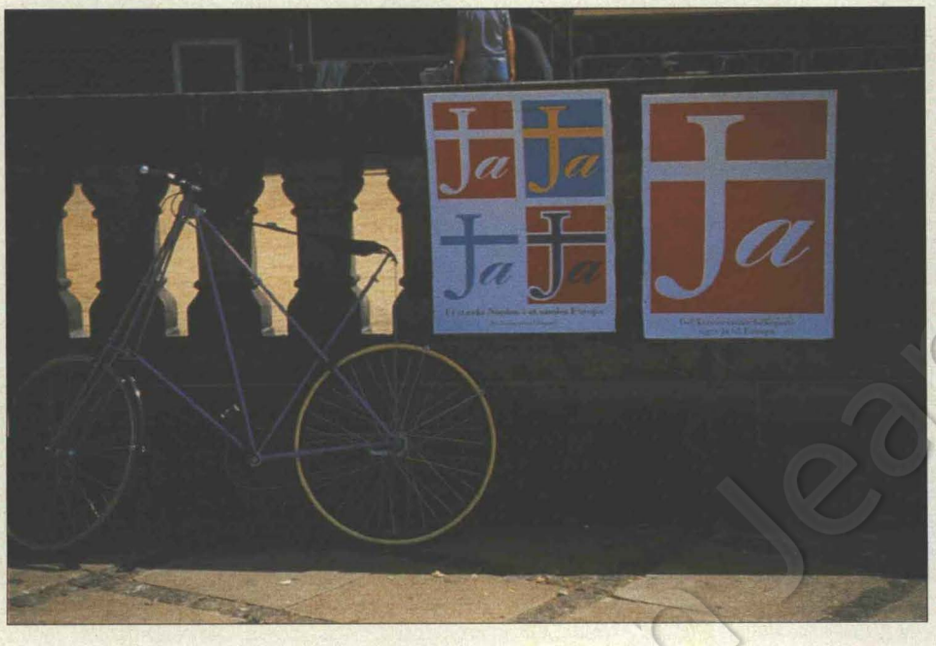


▲ *A l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons (silicones).*

A LIRE

"Transformer l'organisation du travail, l'autonomie créatrice"
DE MICHELE MILLOT ET JEAN-POL ROULLEAU
EDITIONS D'ORGANISATION,
218 p., 198 F.

la première victoire de Maastricht



Le non des Danois à Maastricht a joué comme un électrochoc. A Oslo, le 4 juin, moins d'une heure et quelques lignes auront suffi aux Onze pour exclure toute renégociation du traité et décider de poursuivre la construction de l'union européenne.

Ce communiqué, l'un des plus courts de l'histoire de la CE, coupe l'herbe sous le pied à tous les antieuropéens, en France et ailleurs, qui en appelaient déjà à la caducité du texte ou qui se livraient à des arguties juridiques comme autant de prétextes peu innocents pour bloquer le processus de Maastricht.
Tout au contraire, une volonté politique sans état d'âme a prévalu chez les onze partenaires du Danemark, qui ne se résignent pas à son départ de l'union, de poursuivre dans les délais prévus les processus de ratification. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont même souhaité accélérer l'élargissement de la CE aux pays qui demandent à y adhérer depuis déjà quelques années.
C'est vraisemblablement en France que les répercussions du vote danois auront été les plus spectaculaires avec la décision éclair du président de la République de choisir la ratification par voie référendaire (comme il y est autorisé par la Constitution). Quarante-huit heures plus tard, le 5 juin, à Paris, devant les étudiants de Sciences Po, François Mitterrand donnait le coup d'envoi de la campagne. Mesurant "les risques d'une telle procédure pour l'Europe, le gouvernement, la majorité, le président de la République", le président français a précisé : "Sur quelques grandes causes nationales, on ne peut pas regarder la France sous le seul angle préférentiel ou partisan".
Mais avant la consultation française à l'automne, c'est vers l'Irlande que les regards vont se tourner dans les prochains jours, puisque le référendum de ratification (comme le prévoit la Constitution) se déroulera le 18 juin. Le premier ministre irlandais, Albert Reynolds, fort de la majorité de "oui" prévus par les sondages, qui rassemblent les forces vives du pays (milieux d'affaires, syndicats, jeunes) et la plupart des partis politiques, a affirmé sa confiance dans le vote positif de ses concitoyens. Mais le "non" danois pourrait renforcer le clan des "non" irlandais, Eglise catholique en tête, qui réunit dans une alliance surprenante les partisans et les adversaires de l'avortement.
Dans les neuf autres pays, les parlements détiennent la responsabilité de la ratification. Aucun des neuf gouvernements n'envisage de référendum. Et si, dans chaque pays, les opposants à Maastricht puisent dans le refus danois un regain de virulence, dans aucune capitale, cependant, on ne relève une réelle inquiétude sur des bouleversements mettant en cause la ratification annoncée du traité.
Cela est particulièrement sensible dans les quatre pays du sud de l'Europe. En Espagne et au Portugal, depuis longtemps déjà, les opinions sont acquises à l'Europe. Peu de doute, donc, à avoir sur le vote des Cortes ou sur celui de l'Assemblée de la République, seuls le PCE et le PCP étant hostiles à Maastricht. Même cas de figure, sans doute, en Grèce et en Italie, où le débat européen est peu développé, bien qu'on redoute, dans les deux pays, les conséquences économiques du passage à l'UEM.
Dans les quatre pays du Nord, enfin, on peut penser que les ratifications y interviendront aussi, même si des résistances plus fortes se sont manifestées et se renforcent aujourd'hui, en Grande-Bretagne,

SERBIE
trop tard ?

Il y a plus d'un an que les affrontements parfois meurtriers qui opposaient Serbes et Croates en Slavonie et dans la Krajina se sont transformés en une véritable guerre.

Le premier "appel à la dernière chance" lancé par les Douze date du 27 août 1991. Il déclarait que c'était une "erreur profonde de la part des rebelles serbes que d'essayer de résoudre les problèmes (...) par des moyens militaires" et demandaient au gouvernement fédéral de Belgrade de mettre fin à l'utilisation "illégale" des forces armées aux côtés des Serbes.
Il aura fallu dix mois de destructions et de massacres, étendus à la Bosnie-Herzégovine, pour que la communauté internationale décide de passer du stade de la recommandation, de la médiation et de la conciliation à celui de l'imposition de la paix par des sanctions. Ce que les Nations Unies exigent désormais des autorités serbes, c'est qu'elles passent des bonnes paroles aux actes et qu'elles utilisent tous les moyens dont elles disposent pour faire cesser la violence déchaînée en Bosnie-Herzégovine. Le président Milosevic prétend que la Serbie n'est pas engagée dans la guerre, mais les liens entre les milieux dirigeants de Belgrade et les chefs des nationalistes

■ L'ONU A SARAJEVO ■

Le Conseil de sécurité de l'ONU vient d'engager une nouvelle opération pour assurer la sécurité de l'aéroport de Sarajevo. Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, estime, dans un rapport, que cette sécurité peut être assurée par un bataillon de 1.000 hommes et 60 observateurs militaires. Le coût de cette opération, qui doit permettre la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire et la récupération de toutes les armes lourdes déployées dans un rayon de trente kilomètres autour de l'aéroport, est estimé à 20 millions de dollars pour les quatre premiers mois. Elle sera conduite en quatre phases. Sa durée sera tributaire de la situation dans et autour de Sarajevo. Boutros Boutros-Ghali estime qu'elle comporte des "risques importants", par sa nature et en raison de la fragilité des cessez-le-feu déjà conclus.
Le 5 juin, la France avait informé le Conseil de sécurité qu'elle était prête à étudier sa participation à cette nouvelle opération. Notre pays a dépêché le contingent le plus nombreux -2.000 hommes- au sein de la FORPRONU (Force de protection des Nations Unies).

serbes de Bosnie sont notoires, l'armée de la "République serbe de Bosnie-Herzégovine", avec ses cadres, son armement et ses finances, n'est qu'un élément rebaptisé de l'armée serbo-monténégrine et, surtout, la politique qu'exécutent ceux qui réduisent Sarajevo en un champ de ruines, comme Vukovar, n'est autre que celle de l'équipe au pouvoir à Belgrade, qui réalise dans le sang son projet de réunir tous les Serbes dans un même Etat.
La situation complexe de la Yougoslavie explique les hésitations et les divisions des instances internationales devant les décisions rapides et cohérentes qui s'imposaient (voir l'article de Gilles Martinet dans "Vendredi" du 5 juin 1992). Compte tenu des retards accumulés, on peut s'interroger sur l'efficacité des sanctions économiques draconiennes édictées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

CONTRE L'ETAT, NON CONTRE LE PEUPLE

La Serbie étant pratiquement autosuffisante sur le plan alimentaire, sa population ne souffrira pas de la faim mais, habituée à un mode de vie proche de celui des pays occidentaux, elle ressentira durement la pénurie de pétrole, de produits industriels, de pièces détachées, de moyens de communication avec l'étranger. Les Serbes prendront-ils alors conscience que les sanctions n'ont pas été prises contre eux parce qu'ils seraient les victimes d'un complot universel, mais qu'elles visent leurs dirigeants, pour qu'ils fassent cesser une guerre condamnée par l'ensemble de la communauté internationale ?
Les récentes élections préparées en toute hâte et sans contrôle international, qui ont eu lieu juste après l'annonce des sanctions, donnent un premier élément de réponse à la question. Avec une abstention officielle de 45%, mais vraisemblablement bien plus élevée, la consigne de boycott lancée par l'opposition démocratique semble avoir été assez bien suivie. Confortée par l'appui de l'Eglise orthodoxe qui vient de lâcher le régime que, jusqu'à présent, elle soutenait, l'opposition se révèle donc numériquement forte. Elle reste toutefois inconsistante, divisée



▲ *L'opiniâtreté de Bernard Kouchner.*

entre une aile résolument antinationaliste, extrêmement minoritaire, et des courants qui ne contestent pas fondamentalement le programme national de Milosevic, dont ils critiquent surtout les méthodes "communistes" et les échecs diplomatiques et militaires.
Avec une assise politique fragilisée, Milosevic, dont le parti a recueilli 40% des suffrages exprimés et la majorité des sièges au Parlement, peut tomber, comme il peut aussi, pressé par son partenaire et concurrent ultranationaliste Vojislav Seselj, qui a réuni 30% des voix, poursuivre sa fuite en avant, en étendant le conflit à la Voïvodine, au Sandzak, au Kosovo, jusqu'à la guerre civile serbo-serbe.
C'est pourquoi l'interrogation "trop tard ?" posée de toute part, risque de se révéler tragiquement pertinente, même si l'opiniâtreté de Bernard Kouchner et de quelques autres à vouloir sans cesse lever les obstacles à l'acheminement de l'aide alimentaire vers Sarajevo, est le signe qu'il reste un espoir de faire reculer la folie.

Maurice Lazar

notamment, où le processus a été suspendu alors qu'il touchait à son terme. En Allemagne également, où les concessions faites à la monnaie et au pouvoir des Lander alimentent le débat. Mais la solidarité européenne des deux chefs de gouvernement devrait l'emporter sur les frilosités nationales. En Belgique et au Luxembourg, la situation est plus calme et les résultats sont à attendre avec sérénité.
Au total, l'heure est à l'optimisme. Dans notre pays aussi, qui n'a jamais, tout au long de son histoire, tourné le dos ni son avenir, ni à sa vocation universelle.
En fait, l'union européenne devrait sortir renforcée de cette épreuve. Tous ceux qui fondent sur elle tant d'espoirs de paix et de développement économique ont brutalement pris conscience que le souffle léger d'un vent du nord pouvait la mettre à mal. Tant elle est fragile encore dans la conscience des peuples. "On ne peut plus faire l'Europe comme avant", a déclaré Elisabeth Guigou au cours du week-end. C'est là, à n'en pas douter, la première victoire du traité de Maastricht.

Ghislaine Toutain

la Tchécoslovaquie va-t-elle mourir à 74 ans ?

Moins de trois ans après la Révolution de velours, la Tchécoslovaquie, créée en 1918, tourne une page nouvelle de son histoire. Mais, cette fois-ci, c'est l'éclatement qui la menace.

Tout avait débuté dans les semaines qui ont suivi les événements. Les dirigeants slovaques avaient engagé les hostilités sur le thème du pragocentrisme dont la Slovaquie ferait les frais.
L'affaire éclata au sommet, quand le Slovaque Milan Knazko, grande figure de la Révolution tendre de Bratislava, et lui-même conseiller du président Havel, prit la tête de la contestation. La tactique de harcèlement du nationaliste Vladimir Meciar n'a cessé de croître depuis lors, provoquant même çà et là les réactions des Slovaques de la région la plus orientale du pays. Excédés de la virulence des attaques, de la démesure démagogique des propos, les Tchèques les plus conciliants semblaient ces derniers mois se résoudre à la partition prochaine de la République.
Ce débat faisant recette depuis des mois, la campagne électorale l'a amplifié, le scrutin des 5 et 6 juin l'a enregistré. De ce point de vue, donc, plus de vraie surprise dans ces élections dont les tendances sont toutefois un peu plus marquées que les sondages ne l'indiquaient.
L'autre débat portait sur les réformes économiques et les méthodes de l'ultralibéral Klaus, jusqu'alors ministre des Finances, homme de droite militant, admirateur des conservateurs britanniques. Il a su, en ministre auda-

cieux, convaincre 34% de ses compatriotes du bien-fondé de ses thèses. Il faut noter le double handicap extraordinaire de ses adversaires "de gauche" qui ne pouvaient pas directement plaider contre la mise en route de l'économie de marché tout en traînant le fardeau d'une image de l'ancien régime que la mémoire collective attribue sans discernement aux communistes, aux anciens communistes du Printemps de Prague, aux sociaux-démocrates et à tous ces militants de gauche de la démocratie qui ont payé cher leurs audaces d'avant 1989 et ont joué un rôle éminement positif dans les changements survenus.

L'AVENIR DE LA GAUCHE

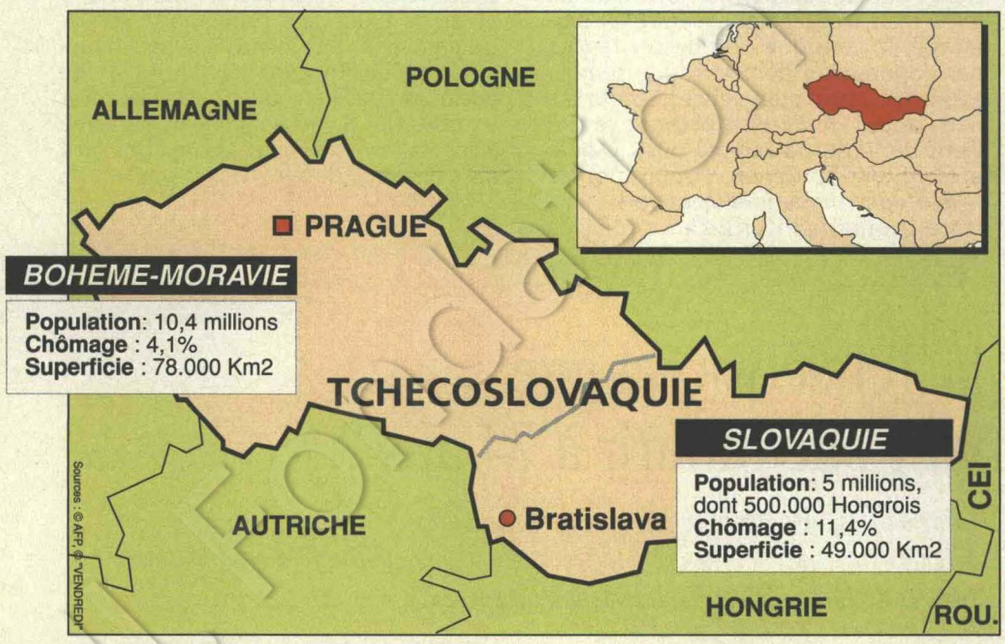
Les élections du week-end dernier ne sont pas seulement révélatrices de la démagogie triomphante d'un Meciar ou de la réussite libérale d'un Klaus, elles sont aussi l'échec au pouvoir de toutes celles et de tous ceux qui, depuis 1968 notamment, se sont battus avec courage et obstination pour l'avènement d'un régime démocratique. Ingratitude de l'histoire, la Charte 77, mouvement héroïque, se voit marginalisée par les électeurs. Ainsi, Jiri Dienstbier, ministre des Affaires étrangères, secrétaire général de la CSCE, ami personnel de Havel et président du Mouvement civique démocratique, ne recueille pas les 5% nécessaires à une représentation parlementaire. Même situation pour Rudolf Battek, président la Chambre du peuple, ancien chartiste, véritable homme de gauche, infatigable combattant pour la démocratie, dont le mouvement est réduit électoralement à l'état groupusculaire. Le président Havel lui-même n'est pas épargné, et son départ ne pourrait que consacrer la fin d'une république et une certaine régression de la volonté démocratique.

De leur côté, les sociaux-démocrates tchèques paient cher leurs errements. Avec 7% des suffrages, ils sont loin des 10% et même davantage sur lesquels ils comptaient. Ceux de Slovaquie avaient cru devoir hisser Dubcek lui-même à la tête de leur mouvement ...las !... avec 4%, ils sont écartés du Parlement slovaque.

Au-delà des débats économiques bien légitimes, au-delà des débats sur l'avenir de la République tchécoslovaque, la question posée est bien celle-ci : la gauche a-t-elle un avenir dans ce pays ? Se relèvera-t-elle de l'amalgame persistant, injuste, nuisible, dont elle est victime ? Aura-t-elle la capacité de se retrouver, de dépasser les intolérances, de se rassembler, de mener les réflexions qui dépasseront enfin les pétitions de principe pour offrir des perspectives aux citoyens tchèques et slovaques ?

C'est de ce côté que devraient chercher les responsables des partis car, n'en doutons pas, les excès de l'ultralibéralisme auront un revers de médaille auquel une gauche reconstituée devrait savoir répondre dans les années qui viennent.

Patrice Durand



■ **STAGES D'ETE A NANTES** ■
du 17 au 22 juillet
Il reste encore des places dans les stages suivants
☐ *Europe*
☐ *Ecologie*
☐ *Economie-emploi*
☐ *Extrême droite*
☐ *Parti socialiste*
Droits d'inscription : 400 F.
Chèque à l'ordre du centre Condorcet, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.
☎ *40.41.08.48*

L'AFRIQUE ET LA FAMINE

erreurs politiques ou fatalité ?

La famine menace l'Afrique à tel point que les Nations Unies estiment à 830 millions de dollars les crédits nécessaires pour secourir les populations.

Alors que l'attention de l'opinion est polarisée sur le vote danois contre Maastricht, la guerre en Bosnie et la conférence de Rio, se déroulait à Genève, les 1er et 2 juin, une conférence extraordinaire afin de lancer un plan d'urgence destiné à l'Afrique australe.

LA FAMINE EN PERSPECTIVE

Cet effort de mobilisation des donateurs potentiels permettra peut-être d'atténuer les conséquences dramatiques de l'insuffisance des récoltes dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe qui, d'après les calculs de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'agriculture) devrait cette année importer de l'ordre de 10 millions de tonnes de céréales, soit cinq fois plus qu'en temps normal.

Mais l'expérience a montré qu'il ne suffit pas d'une prise de conscience de la gravité de la situation par les donateurs potentiels. Certes, celle-ci est nécessaire, des famines comme celles du Rwanda et de l'Ouganda ont été ignorées de l'opinion ce qui n'a pu qu'en aggraver les conséquences. Mais, si les fonds sont mobilisés par la communauté internationale, encore faut-il qu'ils se transforment à temps en secours effectifs aux populations touchées.

De multiples obstacles s'y opposent : lenteurs bureaucratiques des institutions internationales, délais d'acheminement dus à l'insuffisance des moyens de transport et de stockage dans les zones touchées, détournement de l'aide à des fins privées ou politiques (favoriser telle ethnie ou faction politique). Ces constats ne doivent pas inviter à conclure que ces aides d'urgence ne sont pas indispensables. C'est un devoir minimal de solidarité humaine. Mais il est clair qu'il ne faut pas s'en contenter, d'autant plus que la répétition de ces famines est désespérante et laisse un sentiment d'impuissance qui peut conduire à la lassitude et à l'indifférence des donateurs. Après le Sahel... l'Afrique australe, à nouveau la Corne, l'Afrique sub-saharienne serait-elle un continent maudit ? L'examen des causes de ces famines montre que des solutions existent : elles relèvent de l'action politique.

CAUSES DES FAMINES ET MOYENS D'ACTION

La cause la plus apparente des mauvaises récoltes est la sécheresse qui a frappé cette année l'ensemble de l'Afrique australe, qui n'aurait bénéficé que du quart environ des précipitations normales. D'après les spécialistes, cette situation serait due au phénomène dit "d'El Nino" qui bouleverse l'ensemble du régime climatique du Pacifique selon des périodicités très irrégulières. Il y a là un phénomène que nous ne maîtrisons pas et que nous connaissons mal. Mais, s'il est susceptible de créer des difficultés évidentes, ce n'est pas là la cause première des famines, surtout lorsqu'elles se répètent, comme c'est le cas pour la Corne de l'Afrique.

L'explication la plus fondamentale de ces situations repose sur l'insuffisante attention accordée à l'agriculture vivrière par les politiques de développement conduites depuis les indépendances dans les pays africains. En effet, pour des pays où la population active occupée dans l'agriculture est de l'ordre des trois quarts, il aurait été indispensable de consacrer une part importante des investissements aux zones rurales, ainsi de bons moyens de communications facilitent les échanges entre régions excédentaires et déficitaires...

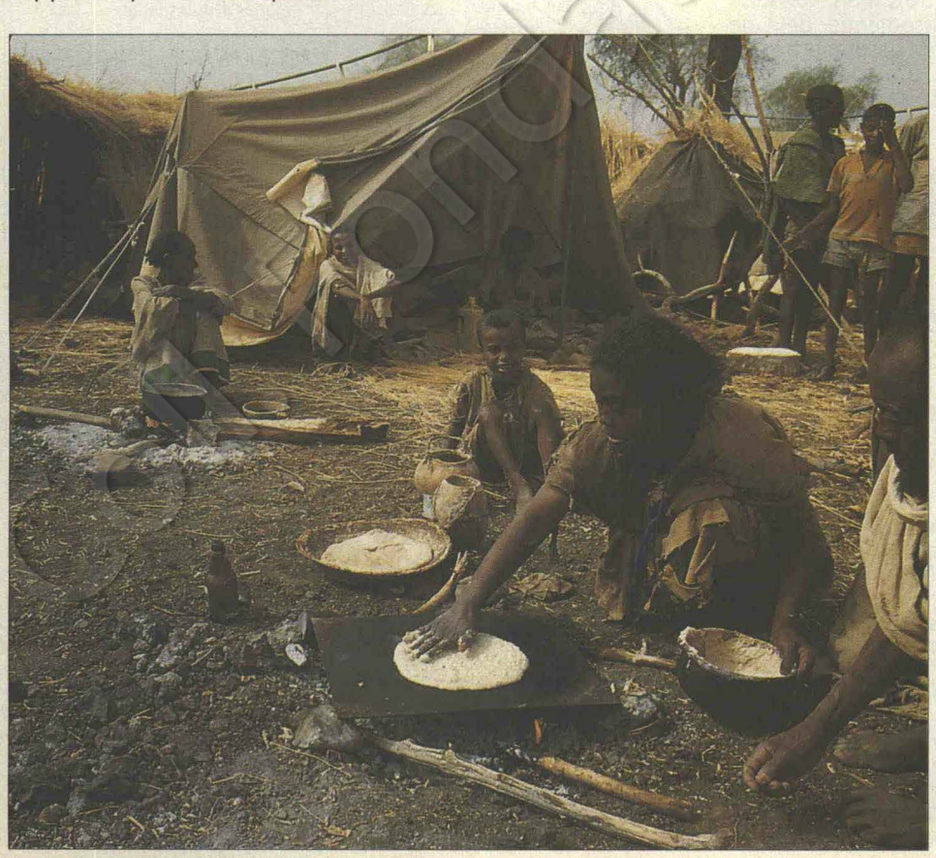
Le maintien de prix rémunérateurs pour les produits vivriers aurait permis d'inciter les agriculteurs à produire au-delà de leurs besoins familiaux et, par conséquent, à permettre la constitution de stocks de précaution pour les périodes de mauvaises récoltes. Mais cela aurait supposé que des importations de céréales à des prix internationaux de braderie ou une aide alimentaire en nature n'interdisent pas la constitution de marchés intérieurs nationaux ou, mieux encore, régionaux.

C'est donc, pour une bonne part, l'absence d'une politique agricole prioritaire et adaptée qui est à l'origine des facteurs économiques structurels de famines récurentes. Il est donc possible d'y remédier dès maintenant. Cela demande du temps, mais également de renoncer à l'illusion libre-échangiste selon laquelle l'ouverture totale des frontières est toujours bénéfique. Le caractère tout à la fois vital et fragile des agricultures africaines exige leur protection et une politique agricole adaptée à chaque terroir spécifique. La communauté internationale doit y aider et non l'entraver, au nom de principes libéraux illusoires.

La seconde cause des famines réside dans les conditions d'insécurité et de guerre qui caractérisent une grande partie des pays menacés. Dans de telles conditions, les paysans ne peuvent produire ou produisent le minimum nécessaire à leur propre survie. Il n'est que de consulter la liste des pays concernés : Mozambique, Somalie, Ethiopie, Soudan... Là encore, l'action de la communauté internationale, une fois les secours d'urgence acheminés, si elle veut être efficace, doit porter sur la résolution de ces conflits.

Ainsi, la lutte contre la faim passe par l'élaboration d'un système de sécurité collective et une attention internationale aux conflits intérieurs.

Michel Vernières



BREF... EN BREF... EN

■ **Atef Bseiso a été tué à Paris, dans la nuit du 6 au 7 juin. Il était responsable de la sécurité à l'OLP depuis l'assassinat d'Abou Iyad (janvier 1991). Yasser Arafat a accusé le Mossad -les services secrets israéliens-, d'être responsable de ce meurtre. Israël a aussitôt farouchement démenti.**

■ Après l'assassinat du juge Falcone, le 23 mai, à Palerme, le gouvernement italien veut adopter un plan d'urgence contre la Maffia ; plusieurs centaines de membres présumés de la Maffia ont été arrêtés par la police dans le sud de l'Italie et en Sicile, le 6 juin.

■ **En Italie, les élections locales (7/8 juin) ont à nouveau coupé le pays en deux, confirmant le résultat des élections législatives d'avril. Le Nord a émis un fort vote de protestation (au profit des néofascistes du MSI et de la Ligue lombarde). Le Sud a donné ses voix aux partis traditionnels (la DC et le PSI progressent). Les abstentionnistes sortent vainqueurs et le PDS (ex-PCI) est le grand perdant.**

■ Boris Eltsine appelle à mettre fin à l'effusion de sang "insensée" en Ossétie du Sud. Il propose de créer une commission multipartite pour rétablir la paix dans cette région.

■ **Entre Arméniens et Azerbaïdjanais, des combats meurtriers se poursuivent au Nagorny-Karabach. Le ministère arménien de la Défense a indiqué qu'une offensive azerbaïdjanaise de grande ampleur se préparait, alors qu'un nouveau président, Aboulfaz Elchibey, vient d'être élu.**

■ Les discussions entre l'ONU et l'Irak sur la question des exportations de pétrole irakien pourraient reprendre le 19 à Vienne (Autriche). Les pourparlers butent sur le refus irakien de respecter deux résolutions du Conseil de sécurité (nº 706 et 712), prévoyant un contrôle de l'ONU sur l'ensemble de ces exportations et un prélèvement de 600 M de dollars pour assurer le financement des différentes opérations des Nations Unies concernant le désarmement de l'Irak.

■ **Amnesty International met gravement en cause l'attitude de la police et de l'armée en Afrique du Sud qui "continuent de manière systématique à torturer et à assassiner" dans les ghettos noirs en dépit des promesses gouvernementales.**

■ Mali : l'investiture du nouveau président, Alpha Oumar Konaré, élu en avril 1992, sera marquée par la présence de nombreuses délégations, (Egypte, Etats-Unis, Guinée, Maroc, Sénégal...). La délégation française sera conduite par Marcel Debarge, ministre de la Coopération et du Développement. L'élection d'Alpha Oumar Konaré marque une avancée significative de la démocratie au Mali.

■ **Conseil de l'Europe : pendant deux jours, les ministres de la justice ont étudié les moyens de consolider l'Etat de droit dans les démocraties pluralistes.**

permis à points

Les 33 millions de conducteurs sont concernés. Le nouveau permis entrera en vigueur le 1er juillet.

Chaque année, la route fait près de 10.000 morts. Pour Georges Sarre, secrétaire d'État aux Transports routiers et fluviaux, "la sécurité routière est avant tout une question de comportement." C'est dans cet esprit et sur le thème "savoir conduire, c'est savoir vivre" que se déroule une campagne sur la mise en place du permis à points. Son objectif est de promouvoir une conduite moins agressive et, grâce à la dissuasion, inciter les conducteurs à respecter les règles élémentaires de la sécurité sur les routes. Le permis à points est déjà en place dans de nombreux pays.

A LA DISCRETION DU JUGE

Le permis à points touche tous les conducteurs, y compris les professionnels (taxis, chauffeurs routiers...). Chacun dispose d'un capital de six points. Le permis ne change pas d'aspect. Ce nouveau système ne modifie pas la réglementation actuelle, il s'y ajoute (par exemple, on paie toujours les amendes). Seule la décision du juge entraîne le retrait de points, et le conducteur dispose de tous les recours possibles devant la justice. Le retrait n'intervient que lorsque la décision du tribunal est définitive. Il n'y a retrait que pour les délits ou contraventions qui mettent en danger la vie d'autrui. Le défaut de port de ceinture n'entre pas dans le système.
Tous les permis sont gérés par informatique, par le fichier national du permis de conduire (FNCP). Les greffes des tribunaux informent les préfectures des retraits. Chacun peut à tout moment interroger sa préfecture pour connaître son nombre de points. Mais la confidentialité est respectée. Ni les employeurs, ni les assureurs ne peuvent se renseigner sur l'état du permis d'une personne.

DIFFERENTES SANCTIONS

Le retrait de points n'a lieu qu'après paiement de l'amende forfaitaire ou lorsque la décision de justice est définitive.
Trois points sont retirés pour les délits suivants : homicide et blessures involontaires entraînant une incapacité de travail de plus de trois mois, conduite en état d'alcoolémie, délit de fuite, refus de se soumettre au dépistage d'alcoolémie, conduite sans permis en période de suspension....
Deux points sont retirés pour les délits suivants : circulation en sens interdit, dépassement dangereux, non-respect de la priorité, manœuvres interdites sur l'autoroute, circulation sur la partie gauche de la chaussée, arrêt ou stationnement dangereux, non-respect du panneau stop et du feu rouge fixe ou clignotant...
Un point est retiré pour les délits suivants : dépassement de moins de 20 km/h d'une vitesse maximale autorisée inférieure à 130 km/h ou dépassement de moins de 30 km/h, d'une vitesse maximale autorisée de 130 km/h, maintien des feux de route ou de brouillard lors de croisement, etc.
Pour connaître la liste complète des délits (et leurs coûts) : minitel 35.15 Route.

POUR REGAGNER DES POINTS

Le permis est unique, même s'il permet de conduire plusieurs véhicules : moto, voiture, camion... et la perte de points se produit quel que soit le véhicule conduit. Il est possible de récupérer deux points (1) en participant à un stage (deux jours) de "sensibilisation" à la sécurité routière. Des centres agréés seront mis en place dans tous les départements.



Le coût du stage (entre 1.500 et 1.800 F) est à la charge du conducteur. On ne peut pas suivre plus d'un stage tous les deux ans. La perte de six points annule le permis. Il faut attendre six mois pour le repasser. En plus de l'épreuve, un examen médical est nécessaire.
Des dépliants sont à la disposition du public, dans les commissariats, mairies, stations service, préfectures, relais autoroutiers....

Chrystie Lipani

(1) Le capital de points ainsi reconstitué ne peut être supérieur à 5.

EN BREF... EN BREF... EN BREF...

■ **Des enfants ont été blessés par le couvercle pivotant de conteneurs poubelles à fermeture automatique. Un texte et un pictogramme alertant les parents sur ce risque, sont désormais obligatoires.**

■ Surendettement.
La Confédération syndicale des familles (CSF) a mis au point une cassette vidéo groupant témoignages et fiches pratiques pour aider à combattre ce fléau, destinée aux centres sociaux, organismes de formation, établissements scolaires....
53 rue Riquet, 75019 Paris.
☎ 40.35.33.99

■ **36.15 Idéal, info-plage. L'état bactériologique d'environ 3.000 plages et plans d'eau de France.**

■ Un numéro vert : 05.12.05.12, (1er juillet → 30 août) pour orienter les vacanciers qui rencontreraient des litiges de consommation.

PETITES ANNONCES
☎ 45.56.78.57

VILLE D'ISSOUDUN (Indre)
(15.000 hab., ligne SNCF PARIS-TOULOUSE, prox. autor. A 20 - A 71)

recherche

CHARGE(E) D'INFORMATION-COMMUNICATION RATTACHE(E) AU CABINET DU MAIRE

PROFIL
- Form. sup. en information, communication
- Expérience professionnelle, en particulier dans une collectivité locale, appréciée
- Connais. en P.A.O. souhaitée
- Très bonne qualité rédactionnelle et organisationnelle
- Sens du travail en équipe et des relations humaines

MISSION
- Relation avec les médias
- Responsable des publications municipales (bulletin, lettre municipale, plaquettes...)
- Chargé(e) de toute action d'information confiée par le maire et des journaux électroniques d'information

POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT

Adresser lettre de motivation et C.V. à
André LAIGNEL, MAIRE
HOTEL DE VILLE
place des Droits-de-l'Homme
36100 ISSOUDUN

14801

EMPLOI

14802 - *Directeur territorial de classe exceptionnelle,* 39 ans, large expérience, bon niveau de technicité dans de nombreux domaines, placardisé suite à changement de majorité depuis dernières cantonales, recherche emploi de direction dans commune, structure de coopération intercommunale, société d'économie mixte, office d'HLM ou hôpital public.
☎ 20 35 50 41

14803 - *Ingénieur biochimiste et économiste,* 47 ans, adh. PS, ayant assuré missions complexes ds 65 pays pour dév. ind., transports, technologies, recherche d'extrême urgence emploi en rapport ds agro-industries, biotechnologies, environnement, santé, chimie fine, génies industriels...ou institutions internationales, nationales voire régionales.
☎ 69.05.97.23

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à

• • •

Ma douce,

Comme le dit le philosophe, le voyager me semble un exercice profitable. L'âme y a une continuelle exercitation à remarquer des choses inconnues et nouvelles ; et je ne sache point de meilleure école, comme j'ai dit souvent, à former la vie, que de lui proposer incessamment la diversité de tant d'autres vies, fantaisies et usances. Encore ne faudrait-il point que d'autres voyageurs par leurs mauvaise conduite et débordements ne nous en empêchassent et, loin de nous laisser former notre vie, précipitassent notre mort. Nos routes et nos grands chemins sont parcourus de gens ivres ou pressés qui se croient grands seigneurs à cause qu'ils conduisent fort vite quelque coche à la mode ou qu'ils ont bu plus que de raison. Ils vont, ils viennent, ils trottent, ils boivent : de mort, nulles nouvelles. Chacun, et surtout ceux qui se trouvent en permanence dans les rues ou sur les routes pour y exercer leur industrie en y transportant des gens ou des marchandises, chacun donc réclamait qu'on prît des mesures. Notre ministre des chemins et des coches vient d'en prendre une. Désormais, on ne donnera plus le permis de conduire les coches pour toute sa vie. On possèdera un nombre de points qu'on pourra se voir enlever en cas qu'on se conduirait mal, par exemple qu'on serait ivre, qu'on s'enfuirait après quelque accident ou simplement qu'on filerait comme un tourbillon.



On aurait pu s'attendre à ce que tous les gens raisonnables, et surtout ceux que je viens de vous dire, applaudiraient, que les chemins deviendraient ainsi plus sûrs. Mais voilà qu'ils crient et qu'ils tempêtent. "Nous serons les premières victimes. Nous perdrons notre gagne-pain !" Ainsi, les cris de ceux de qui l'on pouvait attendre le plus de raison et le meilleur exemple semblent nous dire tout cru qu'il leur arrive d'être ivres sur les chemins, de s'enfuir après quelque accident ou de filer comme des tourbillons. Vous le voyez, ma douce, c'est une étrange entreprise que de faire vivre les honnêtes gens. En tout cas, ceux qui perdront leurs points et point la vie pourront méditer cette parole de notre philosophe qui disait que philosopher, c'est apprendre à mourir, et que la préméditation de la mort est préméditation de la liberté.

Je rêve de prendre le coche et les chemins pour m'aller philosopher avec vous, ma douce.

• • •

VIRGIL TANASE

La science et Dieu... la science ou Dieu ?

Les hommes de science ne savent plus à quel dieu se vouer. John C. Eccles, prix Nobel de médecine, qui publie un ouvrage savant sur "La Vraie Nature de l'homme : évolution du cerveau et création de la conscience" (1), n'y a va pas par quatre chemins : "C'est la certitude de l'existence d'un noyau intérieur d'individualité unique qui rend nécessaire l'idée de cette création divine, écrit-il. Cette conclusion est d'une importance théologique inestimable. Elle renforce notre foi en l'âme humaine et en son origine miraculeuse par création divine. Ainsi, il existe non seulement Dieu transcendant, créateur de l'univers, le Dieu d'Einstein, mais aussi un Dieu aimant à qui nous devons notre être."

De son côté, le livre de Gilles Cohen-Tannoudji, "Les Constantes universelles" (2), est entouré d'un bandeau où l'on peut lire : "Un signe de l'existence de Dieu ?" Question légitime, à cela près qu'à part une vague référence dans l'introduction (signée par Dominique Lecourt) où l'on précise que, justement, Gilles Cohen-Tannoudji ne "s'évade pas dans les spéculations finalistes qui croient pouvoir découvrir le doigt de Dieu dans le réglage minutieux des constantes", il n'est nulle part question, dans le texte, ni de Dieu, ni d'autres forces transcendantes. Qu'importe ? Par les temps qui courent (mort des idéologies, n'est-ce pas ?) Dieu se vend bien, autant en profiter !

Par les temps qui courent (mort des idéologies, n'est-ce pas ?), Dieu se vend bien, autant en profiter !

Gilles Cohen-Tannoudji, qui travaille au département des particules élémentaires d'un laboratoire américain, ne l'entend pas de cette oreille. Il veut nous faire comprendre (il ne réussit pas tout à fait) la signification de quatre "constantes" (dont la vitesse de la lumière) auxquelles les hommes de science doivent recourir pour que leurs calculs approchent de la réalité. Gilles Cohen-Tannoudji commence par redéfinir le monde de la connaissance en lui dessinant des "horizons" qui unissent l'objectif et le subjectif en tenant compte de la relativité de notre savoir : "La ligne d'horizon sépare le monde en deux parties : celle qui se trouve du côté de l'observateur, qui est le domaine de l'actualité, et celle qui est au-delà de ce monde, ou domaine de la potentialité." Situant les constantes physiques dans le champ de "l'actualité", l'auteur conclut : "Les constantes ne sont pas les constantes physiques de l'univers, mais des constantes universelles de la physique ; elles expriment une autodiscipline nécessaire à notre pensée dans ses rapports à la nature. On peut les tenir comme autant de garde-fous que la physique s'impose à elle-même."

Si Gilles Cohen-Tannoudji se passe bien de Dieu, John C. Eccles paraît plus perplexe devant l'évolution du cerveau humain depuis les premiers humanoïdes jusqu'à aujourd'hui, "l'histoire la plus merveilleuse qui soit." Un savoir impressionnant, une connaissance étonnante des processus cérébraux, une capacité prodigieuse de découvrir dans un fossile le détail lui permettant de tirer des conclusions sur l'évolution des fonctions du cerveau conduisent John C. Eccles à une image qui peut surprendre : "Une analogie séduisante -mais ce n'est qu'une analogie- consisterait à considérer le corps et le cerveau comme un superbe ordinateur construit selon le codage et qui a été créé par le merveilleux processus de l'évolution biologique. Dans cette analogie, l'âme, ou le moi, serait le programmateur de l'ordinateur... Les grands mystères résident dans notre création en tant que programmateurs ou "moi conscient" et, dans l'association de chacun, tout au long de sa vie, avec son propore ordinateur." Et John C. Eccles de conclure qu'il doit y avoir quelque chose ou quelqu'un au-delà de l'horizon (pour reprendre les termes de Gilles Cohen-Tannoudji). Peut-être bien que oui, peut-être bien que non. Mais, en matière de science, je préfère Newton disant que, pour lui, Dieu est une hypothèse dont il n'a pas besoin.



(1) Fayard, 356 p., 160 F.
(2) Hachette, 118 p., 79 F.



Vendredi
45.56.78.56 / 78.57

COUP DE SOLEIL SUR LE NORD

Lille, les 26 et 27 juin

Musique, cinéma, rencontres, débats, expos...
pour ce festival des créateurs de France
originaires du Maghreb.
Avec (entre autres) :
Karim Kacel, Lounès,
Cheb Mami, Sapho,
Patrick Timsit...
15 passeports pour nos abonnés

JAZZ A VIENNE

Du 1er au 13 juillet

Dizzy Gillespie, Lionel Hampton, Gerry Mulligan, Herbie Hancock, Fats Domino...
Mais aussi des concerts gratuits
avec des musiciens venus des quatre coins del'Europe
et des animations dans toute la ville, nuit et jour...

Pour nos abonnés :

- **le 1/7**
  Max Roach quartet et Cecil Taylor and Bill Dixon,
  (4 places)
- **le 5/7**
  - Freddie Hubbard, Red Rodney, Slide Hampton, etc.,
  (2 places)
- **le 8/7**
  Rickie Lee Jones, Rachelle Ferrell,
  (2 places)
- **le 9/7**
  Gerry Mulligan, Shorty Rogers, Lee Konitz, etc.,
  (2 places)

LES EUROCKEENNES

Belfort, du 2 au 5 juillet

James Brown, Lou Reed,
Bob Dylan, Murry Head,
Charlélie Couture, Sapho...
Cette année encore,
Belfort est territoire de musiques

5 places par soirée pour nos abonnés.

territoire de musiques
LES EUROCKEENNES DE BELFORT

FESTIVAL NATIONAL DE BELLAC

Bellac (87), du 26 juin au 12 juillet

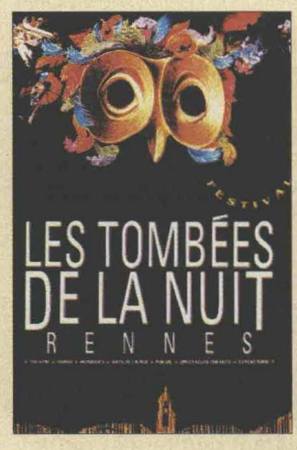
Théâtre, bien sûr,
mais aussi musique et peinture :
tels sont les trois volets
que propose le festival de Bellac
pour sa 39e édition.

Pour nos abonnés :

le 27/6 ■
"George Dandin",
de Molière
(10 places)

le 3/7 ■
"Don Juan d'origine",
de Tirso de Molina (10 places)

le 4/7 ■
"La Belle Hélène",
d'Offenbach (10 places)



LES TOMBEES DE LA NUIT

Rennes, du 3 au 11 juillet

"L'autre monde" :
tel est le thème de
ce 13e Festival d'été de Rennes.

Danse, théâtre, chant, musique
pour évoquer l'Amérique, l'Asie,
l'Afrique, les pays celtiques
et méditerranéens.

Avec (entre autres) Zap Mama,
Pikey Butler, Indigène,
Angélique Ionatos, Carole Laure...

Pour nos abonnés :

■ du 4 au 11/7
"Quai Ouest" **(théâtre),**
(5 places)

■ le 5/7
Angélique Ionatos **(récital),**
(5 places)

- ☐ **Abonnement(s) à 260 F (400 F DOM-TOM / CEE 600 F autres pays)**
- ☐ **Abonnement(s) de soutien à ..... F**

Soit au total : ..... F
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"

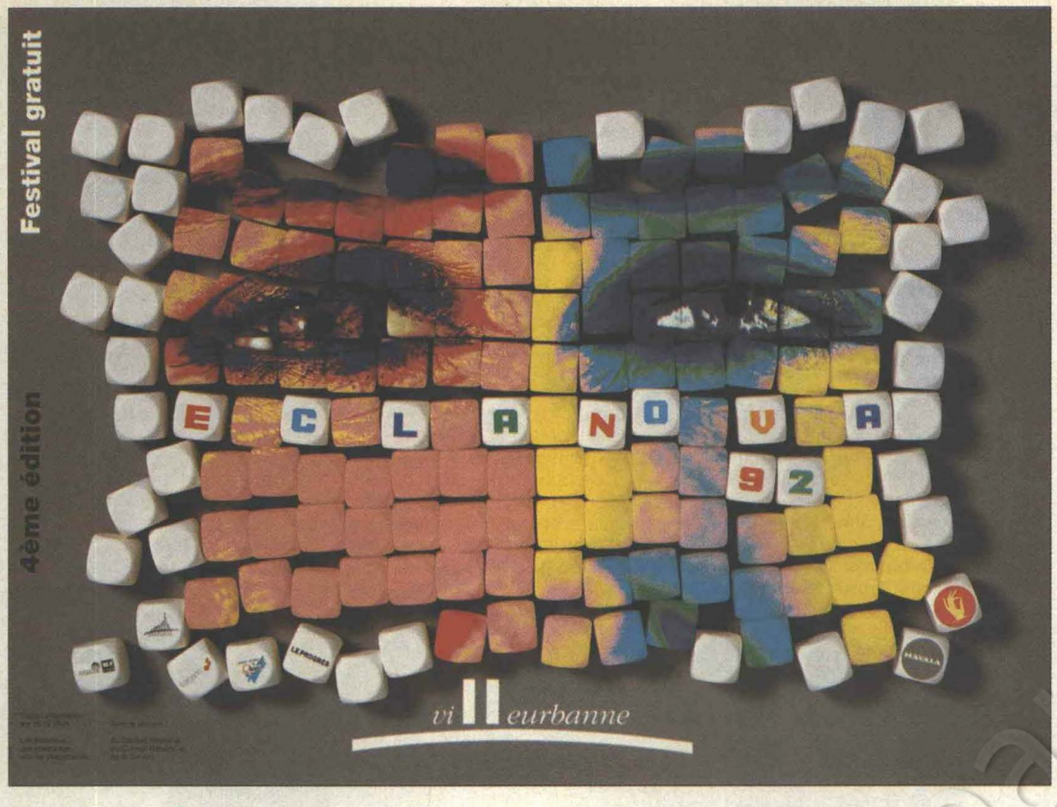
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

A RENVOYER A : "VENDREDI"
SERVICE LECTEURS
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande-adresse et le montant des abonnements

C'est décidé, je m'abonne

Pour connaître les programmes

- **Les Eurockéennes :** ☎ 84 21 85 85
- **Coup de soleil sur le Nord :** ☎ (1) 46 32 69 06
- **Festival national de Bellac :** ☎ 55 68 10 44
- **Jazz à Vienne :** ☎ 74 85 46 62
- **Les Tombées de la nuit :** ☎ 99 30 38 01



Villeurbanne- Eclanova

A Villeurbanne, une tradition de fête, de ville en fête existe depuis des années. Voici Eclanova 1992.

Eclanova, c'est en quelque sorte le second souffle de "Villeurbanne en fête"...

Jean-Paul Bret, premier adjoint au maire de Villeurbanne, chargé des affaires culturelles.

"Villeurbanne en fête" a duré jusqu'en 1989, et cela a bien fonctionné. Nous n'envisagions pas de le supprimer mais, douze ans après, il y avait, assez naturellement, un peu d'essoufflement des énergies. Donc, nous avons voulu faire subir à "Villeurbanne en fête" un rajeunissement, une mue. C'est devenu les "Eclanova". Néologisme qui est bien entré dans les mœurs des habitants, et des jeunes notamment.

Quels sont les changements ?

Sur la conception, nous avons beaucoup modifié les choses. Nous avons resserré dans le temps. La fête durait dix jours, nous l'avons ramenée à quatre. Nous avons davantage "marqué" les lieux de la fête et de spectacles, dans cinq ou six endroits où les conditions techniques sont améliorées.

Nous avons voulu assurer une dimension culturelle et artistique forte, avec une programmation un peu plus "pop" qui mêle des spectacles musicaux et une recherche constante d'insolite, d'innovation avec du théâtre de rue, des spectacles pour enfants, scénographie urbaine, etc. Nous avons le souci, dans une manifestation comme celle-là, de découvertes, avec, à chaque fois, pour les "Eclanova", deux ou trois créations, et puis aussi celui de cultiver une certaine convivialité dans des petits lieux où nous associons une restauration avec les nombreuses communautés arménienne, espagnole, italienne, asiatique, ce qui ajoute une dimension festive aux Eclanova.

En dehors de l'affiche, l'attrait principal de cette fête est sa gratuité. Comment vous en sortez-vous ?

C'est exceptionnel, la mairie finance à 80% le budget qui est d'à peu près 3,6 millions de F. Ce qui correspond à 1,2 million de cachets artistiques. 1,2 million de frais technique, 0,6 million en communication et puis, nous avons l'hébergement, la nourriture, etc.

Nous reçevons une aide du ministère de la Culture, de la région Rhône-Alpes, du département du Rhône, un peu de mécénat et de partenariat radio-presse que nous cherchons à développer. Cette gratuité fait partie de l'essence même de l'événement.

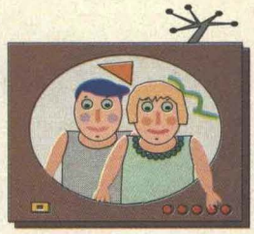
Propos recueillis par F.T.

■ D'ECLAT EN ECLATS ■

C'est dans un Villeurbanne bucolique transformé, décoré et animé pour quatre jours par Roger Pfund, Générik Vapeur, Lézard Plastic et Art Chic que vous pourrez participer à l'incroyable métissage musico-théâtralo-ludo-chorégraphique des Eclanova.

De la chanson avec Ducky Smokton, Juliette Greco, Chanson-Plus-Bifluorée, Stella ; du jazz avec Steve Grossman et Chance orchestra ; des rythmes nord-africains ou sud-américains avec Khaled et Monica Passos ; du blues avec les vétérans J. "Guiter" Watson et Albert King. Mais aussi des conteurs avec Yannick Jaulin ; des danseurs avec Compagnie Michel-Hallet-Eghayan qui raviveront vos souvenirs. Ceux du temps où les gens se parlaient et rigolaient dans les rues, où c'était tous les jours "Jour de fête", où, comme pour Villeurbanne, l'espace d'un solstice, les villes avaient encore des couleurs.

Eclanova, 4e édition, du 18 au 21 juin.
☎ 78.03.67.67



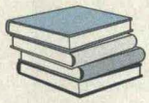
TV

COPS

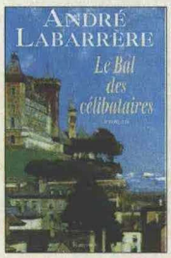
"Choc" avait un rythme.
L'alternance de séquences
développées et de brefs clins d'œil,
la coexistence du drolatique
et du sordide, de héros et de cloches,
en firent pendant longtemps
un rendez-vous mensuel
plein d'inattendus aigrelets.
"Etat de choc", la nouvelle émission
du même Stéphane Paoli, sur M6,
a beau reprendre
partiellement le titre,
le breuvage manque de cuisse.
En vérité, le fait divers sans humour
a autant de saveur
qu'un vinaigre éventé.
Cette fausse nuit des flics héros
repiquée aux States,
avec ses reconstitutions,
ses bruitages et ses témoins vieillis
ne peut guère intéresser que les pro,
comme vidéo souvenir
ou docu destiné
aux nouvelles recrues de la police.
Le label de vérité est sensé venir
des conversations "live",
enregistrements originaux plaqués
en forme de preuve à conviction.
Dans ce jeu à faire semblant
qui se propose de mettre
le téléspectateur dans les godasses
dégoulinantes de trouille de l'otage,
on retrouve la hauteur
des motivations qui tentent
certains soirs de faire du zapeur
un mari trompé,
une femme battue, une gamine
abandonnée
ou un malchanceux pas trop moche.
Le faux direct a vraiment
une sale odeur de trou de serrure.
Le commentaire englué
par des qualificatifs à sensation
rend tous les malfaiteurs déterminés,
tous les cauchemars épouvantables,
toutes les équipes de police soudées,
toutes les agressions fulgurantes
et brise toutes les familles.
Et même si on apprend in fine
que tout flic trouvant
un cadavre, mains liées,
ne doit pas toucher au nœud
mais couper le cordon,
seul moyen de savoir
si la rosette est l'œuvre
d'un marin (ou d'un scout),
cette horreur comme si vous y étiez,
ce florilège
des beaux coups des "cops",
ce Grévin du gangstérisme
avec des yeux trop noirs
sous les cagoules,
des couteaux trop gluants
d'hémoglobine,
des courses poursuites
dans un Paris trop désert
s'achevant par miracle
devant un bistrot baptisé
"L'Embuscade"
ne fait plus tressaillir les bambins
qui raffolent des aventures
de leurs congénères,
étouffées par des "smarties"
ou noyées dans le puits sans fond
de la médiocrité.

F.L.

post-scriptum



ANDRE LABARRERE
"Le Bal des célibataires"



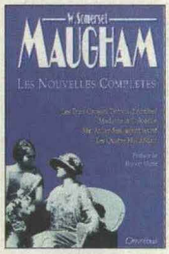
Le député-maire de Pau a déjà publié des ouvrages de graphologie appréciés. Il vient de franchir le pas de l'écriture romanesque.
L'action de ce roman se situe à Pau : l'occasion pour lui de chanter la beauté de sa ville. Nous y voici juste avant la Grande Guerre. Peinture de la société mondaine qui se plaisait au balcon des Pyrénées et des aspirations des humbles. Beaux portraits. Dans la tradition du grand roman populaire.
Ramsay, 384 p., 110 F.

DOSTOIEVSKI
"Les Nuits blanches",



André Markowicz poursuit la nouvelle traduction de Dostoïevski si bien entamée avec "Le Joueur". Voici deux nouveaux titres. Ecrits à 16 ans d'intervalle, ils figurent les deux aspects complémentaires du romancier. Dans "Les Nuits blanches", d'un an antérieures à sa déportation en Sibérie, c'est le Dostoïevski de la jeunesse, romanesque et même romantisant. "Les Carnets du sous-sol" (connus aussi sous le titre "Mémoires écrits dans un souterrain"), cri venu d'en-bas, négation de la raison, refus de la réalité objective, désespoir mortel, sont essentiels à l'approche de Dostoïevski
Babel, 194.et 114 p., 49 F.

SOMERSET MAUGHAM
"Nouvelles complètes"



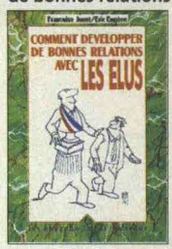
Somerset Maugham, écrivain anglais né (fortuitement) et mort (de volonté délibérée) en France, plaît beaucoup de ce côté-ci du Channel parce que nous l'avons apprivoisé dans sa sensibilité et à travers son écriture.
Ce gros volume est une bénédiction. Il contient toutes les nouvelles de Maugham (une centaine), tour à tour sensible, ironique, curieux, tourmenté. Atmosphère, style clair et précis (il lisait toujours une page de "Candide" avant d'écrire). "J'envie le lecteur qui n'a lu encore que quelques-uns des contes de Maugham", soupire Robert Merle.
Presse de la Cité-Omnibus, 1432 p., 135 F.

"Les Fureurs du Vésuve"



La collection "Découvertes" rencontre un vif succès. Son principe est fondé sur la qualité : mise en page, papier, illustration. Les Albums en sont l'extrapolation grand format (21x28 cm) appuyée davantage encore sur l'iconographie. Objectif : la reproduction des carnets de dessins, des journaux intimes illustrés, des cartons d'images de toutes sortes. Avec, bien entendu, mais seulement ensuite, un texte.
Bel exemple, ces "Fureurs du Vésuve" (1776) dues à la passion conjuguée de Pierre Fabris, peintre anglais établi à Naples, et à sir William Hamilton, ambassadeur de Sa Majesté britannique, volcanologue avant la lettre. 60 gravures qui ont valeur de reportage.
Gallimard, 196 p., 225 F.

FRANÇOISE JOUET/ERIC EUGENE
"Comment développer de bonnes relations avec les élus ?"



La réponse à la question posée intéressera autant le mandataire que le mandant. Ce dernier trouvera les moyens d'améliorer ses contacts avec les élus : le milieu politique et sa logique de fonctionnement, les règles qui président à l'activité de ses représentants lui sont expliquées.
Quant aux élus, pour le cas où ils les auraient perdues de vue, les attentes de leurs administrés leur sont rappelées. Exemples concrets à l'appui. Avec des dessins de Piem pour atténuer l'aridité du propos.
Le Cherche-Midi, 244 p., 120 F.



STRAVINSKY
"Œdipus rex"



Esa-Pekka Salonen est le chef qui monte. Ce Finlandais de 34 ans va à grandes enjambées et ne tardera pas à bousculer la hiérarchie internationale actuelle des chefs d'orchestre. Le public parisien le sait bien qui l'a entendu souvent ces dernières années, notamment pour cet extraordinaire "Prisonnier" de Dallapiccola et dans Stravinsky.
Le voici précisément dans "Œdipus rex", opéra-oratorio. Une histoire antique en forme de drame contemporain souvent taxé d'académisme, à laquelle Salonen donne toute sa cohésion. Distribution hors de pair : Vinson Cole, Anne-Sofie von Otter, Simon Estes, Nicolaï Gedda et Patrice Chéreau (le récitant) qui donne le ton. Splendide.
Sony Classical, 48057, 49' 59", env. 125 F.

Messiaen par lui-même



Lorsqu'Olivier Messiaen est mort, le mois dernier, on a rendu hommage au compositeur, essentiel pour la musique française du vingtième siècle et à l'instrumentiste -virtuose sans gratuité. Mais on a moins souvent salué le pédagogue ; et pourtant, ses classes d'analyse musicale du Conservatoire de la rue de Madrid ont été essentielles pour toute une génération de musiciens.
C'est la réflexion qui s'impose à l'écoute de cette intégrale de l'œuvre pour orgue de Messiaen qu'il interprète lui-même à son instrument de l'église de la Trinité. L'œuvre, bien sûr, et son interprétation, évidemment, valent, mais plus encore la leçon de musique. Document incomparable.
EMI, 4 CD, 4 h 07' 30", env. 280 F.

LES TAMBOURS DU BRONX
"Monostress 225 L"



Fûts éventrés, tôles froissées, parois défoncées, battes brisées, clefs anglaises tordues, voilà tout ce qu'il reste sur une scène après que les Tambours se sont déchaînés. Mus autant par la rage de frapper et de déchirer le silence que par le plaisir de tirer des sons de 225 litres d'air enrobés de métal, ces vingt-deux Nivernais se prennent au jeu de leurs bidons à kérosène ou à engrais chimiques.
Chœurs virils, "Aie-I, Aie-O !", des gars qui vont au boulot, enregistrement légèrement réverbéré pour ajouter au volume sonore de cette étrange chorale, à l'image des vingt-deux fûts. On sort salement amoché par la musique de ces bidonicides.
FNAC Music, 592048, 26' 15", env. 130 F.

JOHN SCOFIELD
"Grace under pressure"



Depuis le temps que l'on oppose les climats aériens, oniriques de Bill Frisell à ceux, enracinés dans le blues, de John Scofield, voilà que ces deux guitaristes se retrouvent sur le dernier opus de maître "Scof".
Certes, c'est plutôt un rôle d'accompagnateur qui est dévolu à Bill Frisell, mais chacun va, pour reprendre l'un des titres, dans le même axe. Celui qui lie indéfectiblement l'acoustique et l'électrique de leurs guitares comme dans le mélancolique "Unique New York". Outre cette rencontre, l'incursion de cuivres doux comme une caresse sur certains passages ("Pat me", "Bille me") et la présence du contrebassiste Charlie Haden et du batteur Joey Baron n'est pas étrangère à l'intérêt de ce nouvel album.
Blue Note/EMI, 798167, 62' 45", env. 130 F.

CINEMA

"Opening Night"

Hommage de John Cassavettes à ses deux amours : sa femme Gena Rowlands et le théâtre, "Opening Night" dépeint la vie d'une troupe juste avant la première à New York. Gena Rowlands (elle n'a jamais été aussi belle), y tient le rôle de Myrtle, une actrice célèbre qui n'accepte pas le douloureux passage de la jeunesse à la maturité. Mais surtout, pour elle, le théâtre est partout, sur la scène, dans les couloirs, dans sa loge et sa chambre d'hôtel. La vie même est un théâtre où réalité et fiction se confondent. C'est le fameux paradoxe du comédien revu par ce couple génial. Car Cassavettes lui-même interprète un des principaux rôles, avec ses fidèles copains, Ben Gazzara et Peter Falk.
Dans tous ses films, caméra à l'épaule, Cassavettes capte la vie. Gros plans au plus près des visages, ou contre-plongées évoquant le regard du spectateur, il filme des beuveries, des gifles ou des caresses et, par ce mélange de violence et d'amour, tente de parvenir à la vérité des sentiments.
Cela fait trois ans qu'il nous a quittés. Sa vie et son œuvre se confondent. Il a utilisé le théâtre, d'où il venait, pour faire du cinéma. Après beaucoup d'échecs, en lutte permanente avec Hollywood, il est enfin reconnu. "Opening Night", inédit en France, a été ovationné à Cannes. S'il avait été en compétition, il aurait raflé tous les prix.
C'est à Gérard Depardieu, qui a racheté les droits pour la France, qu'on doit l'actuel cycle Cassavettes. "Shadows", "Faces", "Une femme sous influence" et "Meurtre d'un bookmaker chinois" font partie de l'une des plus poignantes comédies humaines du cinéma. Rien que des chefs- d'œuvre !

C.P.

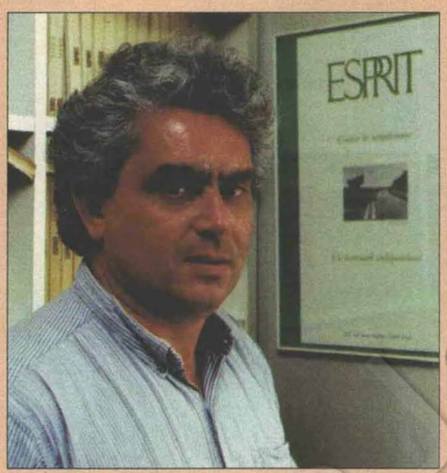


◀ *Gena Rowlands et Ben Gazzara.*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Françoise Lorrain (télévision - enquête)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

OLIVIER MONGIN

Rejet du politique, repli individualiste, immobilisme, consensus artificiel : face à la crise de la démocratie, politiques et citoyens doivent prendre conscience des nouveaux conflits et avoir le courage de les affronter. Analyse et démonstration d'Olivier Mongin, directeur de la revue "Esprit" (1).



-1-
Le malaise français

La passion a disparu du champ politique. L'erreur serait de croire qu'elle n'existe plus.

Mélancolie, scepticisme, morosité, quel malaise frappe actuellement notre démocratie ?
Pendant la décennie 80, la démocratie a été pensée à partir de la question de l'individu. Cette réflexion individualiste était liée à la critique des totalitarismes à l'Est. On découvrait au fond les valeurs de la liberté, du libéralisme politique... Critiquer l'utopie communiste conduisait à valoriser d'autant la démocratie. Brutalement, à partir de la chute du mur de Berlin, deux phénomènes se sont conjugués. D'une part, comme à la fin du XIXe, particulièrement en France, une conception critique des mœurs, des valeurs culturelles de la démocratie s'est fait jour avec cette question fondamentale : "La démocratie est-elle capable de générer des valeurs suceptibles de dynamiser le tissu social ?" S'est superposé un deuxième phénomène, central : la question des banlieues, révélateur de tensions anticipées tout au long des années 80, l'immigration, le dualisme économique. Politiquement, elle consacre le retour en force dans la pensée de la question de l'Etat. Il est frappant de voir dans la production d'essais récents à quel point cette question s'est substituée à celle de l'individu qui dominait la réflexion de la décennie passée. Une sensibilité politique s'est développée, liée aux problèmes de la cité, de la citoyenneté, à l'inquiétude de voir des poches de non-citoyenneté à la périphérie des villes, à l'impression d'une désagrégation du tissu social...

Tout se passe comme si nous ne nous intéressions plus à notre démocratie. D'où deux types de comportement : le repli sur l'espace privé et le combat pour les causes les plus éloignées possibles, qu'incarnent les droits de l'homme. Au milieu, il n'y a rien....
Le malaise démocratique n'est pas simplement lié à la situation politique française. Il y a, dans une époque où l'on parle de fin des idéologies, la prise de conscience qu'existe une idéologie démocratique. Invisible. C'est une idéologie de la non-souffrance. Toutes les questions qui touchent à la souffrance, des corps ou de la société, sont occultées. La démocratie a tendance à mettre entre parenthèses toutes les questions qui font mal. D'où la tentation du repli sur soi ou de la fuite au loin.
Dès lors que l'orchestration politique des conflits, des tensions, de la question sociale, ne fonctionne plus, il devient difficile de ressentir ses difficultés. La question de la souffrance est centrale. Là, réside la possibilité de reprendre la question sociale.

Vous dépeignez une société sans passions, ni privées, ni publiques.Où se sont-elles réfugiées ?
La passion a disparu du champ politique. L'erreur serait de croire qu'elle n'existe plus. Simplement, elle ne peut plus être dite publiquement. La société elle-même, "la chair du social", comme disait le philosophe Merleau-Ponty, ce corps intérmédiaire devenu un peu flasque, n'est plus capable de prendre en charge une violence qui devient soit celle de l'individu seul, qui ne se dit, ni ne se partage -la drogue-, soit celle d'un monde qui n'est pas le nôtre, un étranger très lointain. La grande difficulté actuelle, et plus en France qu'ailleurs, c'est que, vivant tous les problèmes de la violence propre aux démocraties, nous n'arrivons pas à en débattre. Il existe un non-lieu entre les deux formes d'explosion de la violence, au sein des corps -pensez à la consommation de drogue et de tranquillisants- et à l'extérieur : sur le petit écran, la violence, c'est ailleurs, à Sarajevo, à Bagdad... La violence est déportée à l'extérieur du champ de la société.

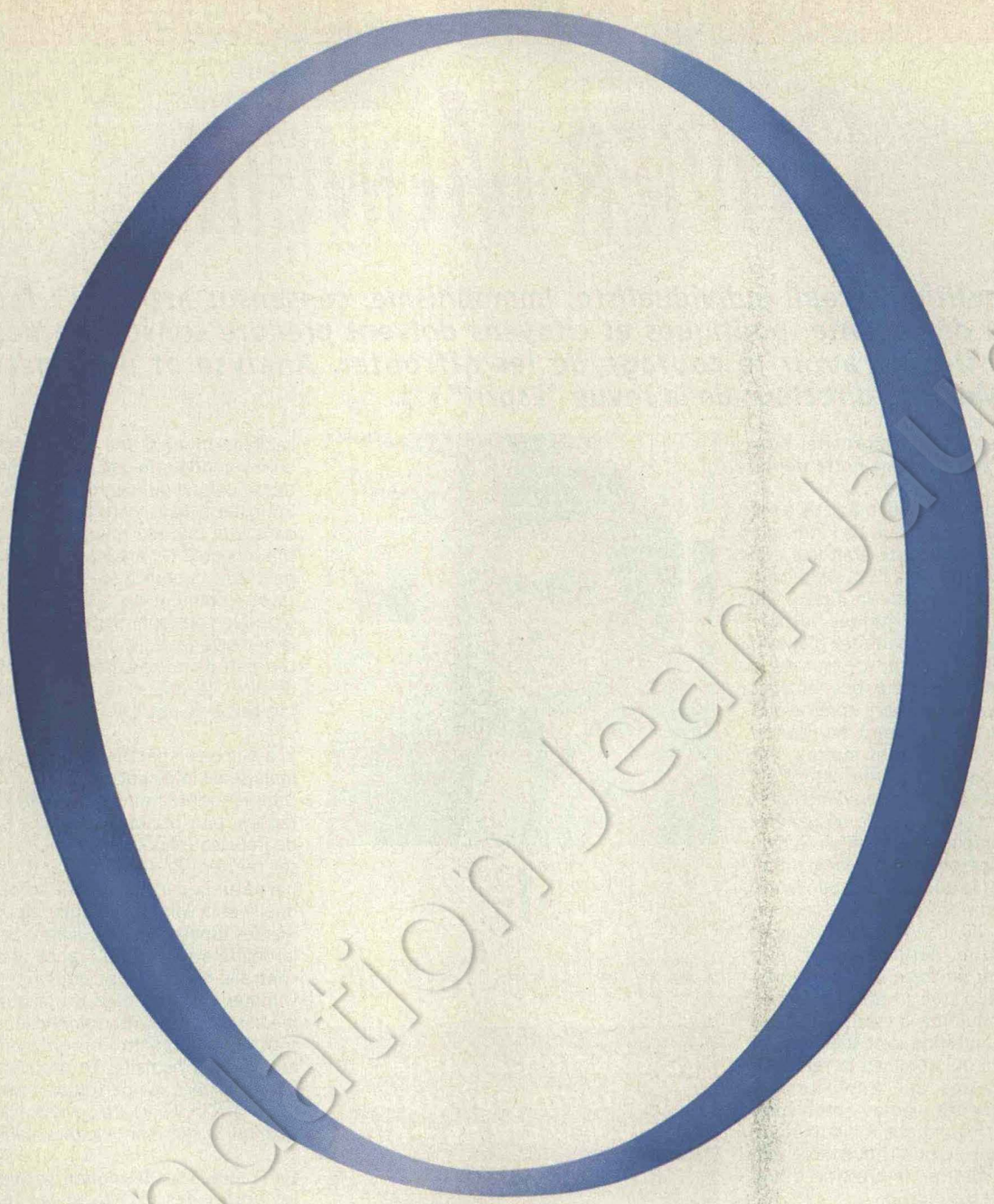
La démocratie est une société post-religieuse où il y a indétermination : aucune représentation unique du bien commun ne peut être imposée à tous, autrement, on retombe dans une logique religieuse ou totalitaire. Dès lors qu'il n'y a pas un bien commun qui peut être imposé à tous, la question est de savoir comment nous pouvons partager le sens que nous donnons les uns et les autres à la démocratie. Il y a un vide, mais ce vide est une part de notre expérience. Il ne s'agit pas de dire : le vide, c'est bien ou mal. Ce vide fait partie de notre liberté.

Y a-t-il une spécificité française dans le malaise de la démocratie ?
Dans la société française, ces questions apparaissent plus brutalement. Nous sommes fils de Rousseau, nous avons une façon de penser héritée du jacobinisme. Nous oscillons perpétuellement entre la volonté individuelle et la volonté générale. Nous occupons mal les espaces intermédiaires. Le déficit de la délibération est en France une question centrale. Ce n'est pas pour rien que nous sommes l'un des pays où la question des médias est la plus obsessionnelle. Les médias sont la seule institution qui symbolise cet espace intermédiaire. Le problème français par excellence est de toujours osciller entre l'Etat et l'individu. La société française est celle qui se représente le plus mal.

En France, tout le monde se sent victime, les vraies -les exclus- et les fausses, les classes moyennes, notamment. D'où vient ce syndrome de victime généralisé ?
Il apparaît plus nettement en France qu'ailleurs parce que la traduction des conflits et des passions publiques a toujours été politique. Dès lors qu'il y a une espèce de retrait du politique, le discours de la victime risque de venir se substituer à celui du citoyen. C'est ce que Le Pen orchestre parfaitement bien. A cela s'ajoute un phénomène conjoncturel : la classe politique s'est d'une certaine manière tue. Ce n'est pas parce qu'il faut, dans le cadre de notre société jacobine, accompagner un certain retrait de la puissance publique, qu'il faut mettre un frein au discours politique. Il y a plus que jamais à retrouver le sens symbolique du politique qui permette de mettre en scène les affrontements. La parole politique doit rendre possible l'expression des conflits.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

SECOND VOLET LA SEMAINE PROCHAINE :
Exclusion et solidarité.
(1) Auteur de "La Peur du vide. Essai sur les passions démocratiques", Seuil.



L'eau que vous buvez, l'énergie qui vous chauffe,
la propreté de nos villes, la route que vous prenez,
les autobus que vous empruntez, les bureaux où vous travaillez,
le logement que vous habitez, les soins qui vous guérissent,
la télévision que vous regardez...
Toutes ces choses de votre vie, par nos métiers nous y participons.

GROUPE GENERALE DES EAUX

RENDONS SERVICE A LA VIE

Coll. Fondation Jean-Jaurès